



La dépêche diplomatique

INTERNATIONALES ET AFRICAINES • ISSN 950053227/10 • PRIX 1500 FCFA

SPÉCIAL GUINÉE

PREMIER MINISTRE BAH OURY, L'ART DE FÉDÉRER

ÉCONOMIE **UN NOUVEAU SOUFFLE**

MAMADI DOUMBOUYA

LE GÉNÉRAL RÉFORMATEUR

SOMMAIRE



MAMADI DOUMBOUYA

Le Général réformateur

4

PREMIER MINISTRE
DE LA GUINÉE

Bah Oury, l'art de fédérer

12



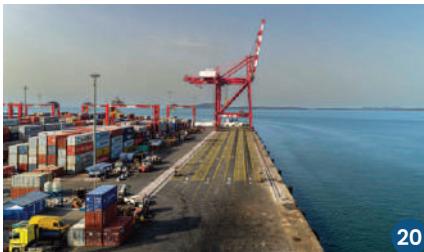
POLITIQUE EN GUINÉE
Une transition
sous le signe de
la réconciliation



17

BILAN ÉCONOMIQUE
ET SOCIAL

Les réformes qui ont redonné souffle à l'État et à l'économie



20

INFRASTRUCTURES
ROUTIÈRES

L'échangeur de Bambeto change le visage de Conakry



24



LANCÉMENT DU PROGRAMME
« SIMANDOU 2040 »

Mamadi Doumbouya enclenche la marche vers le développement

26



EAU, ASSAINISSEMENT,
ÉNERGIE

Le Ministère de l'Hydraulique et des Hydrocarbures pose les bases d'une Guinée durable

29



CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES SCOLAIRES,
DIGITALISATION DU SYSTEME EDUCATIF SUR INITIATIVE
PRESIDENTIELLE...

Les bons points du renouveau éducatif en Guinée

31



GESTION DES RECETTES

**Ces réformes entreprises
les Douanes de Guinée**

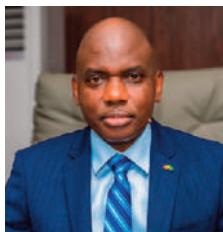
33

SITUATION MACROÉCONOMIQUE
EN GUINÉE**Une croissance à deux
chiffres projetée en 2024**

39

SYSTEME DE SANTE
GUINEEN**Une véritable
révolution en
un temps
record**

44



CHU DONKA

**Le label de la refondation
du système de santé
guinéen**

47

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES**Des résultats tangibles qui
augurent de bonnes
perspectives pour le pays**

35

**Les perspectives d'une
croissance portée par
le projet Simandou**

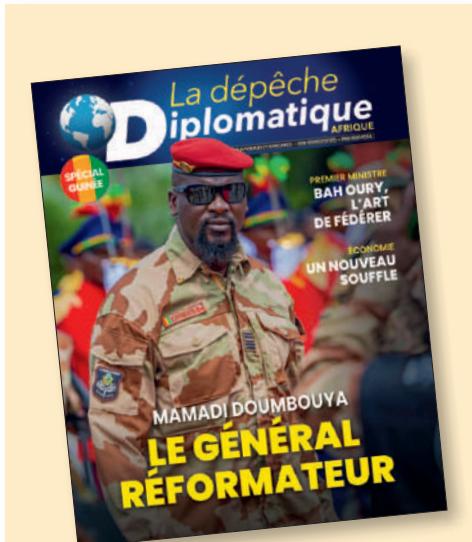
40

MAMADOU BIRO DIALLO, DIRECTEUR
GÉNÉRAL DU PORT AUTONOME
DE CONAKRY**« Nos résultats sont
concrets »**

41

COUP D'ETAT
MANQUE AU
BENIN**Les loyalistes
maîtrisent les
putschistes**

51



Édité par
Impact Communication
42, Ouest Foire, route de l'Aéroport
Tél : 00221 33 820 25 22
Fax : 00221 33 820 35 59

site web
www.ladepechediplomatique.com

Email
ladepechediplomatique@gmail.com

Administrateur
Directeur de publication
Abdoul Rakhamane DABO

Directrice Relations
Internationales
Eva LHAMIDI

A collaboré
Sénégal :
Daouda MANÉ

Guinée
Abdoul Rakhamane DABO

Direction artistique
Aly Tidiane SOW

Imprimerie
Polykrome

Distributeur
ADP



ORDRE CONSTITUTIONNEL, RÉVISION DE LA CARTE POLITIQUE...

MAMADI DOUMBOUYA, le Général réformateur

Il a pris les rênes du pouvoir en 2021. Depuis lors, Le Général Mamadi Doumbouya a imprimé sa marque de fabrique dans la politique de réforme de l'ordre constitutionnel et administratif de la Guinée. Il a réussi à corriger plusieurs imperfections. Ainsi, avec la tenue de l'élection présidentielle prévue le 28 décembre prochain dont 9 candidats sont en lice, il permet à son pays de renouer avec le fil de la démocratie.

L'avènement du Cnrd au pouvoir le 5 septembre 2021 à sa tête, le Général Mamadi Doumbouya, était di- versement interprété en Guinée. Ailleurs, cela été perçu par certains comme une fissure de l'ordre constitutionnel, mais pour d'autres, comme une stratégie de remise de l'ordre dans le pays. On le sait bien, le Président déchu avait juré, par deux fois, qu'il n'allait pas remettre en cause l'ordre constitutionnel, il a déçu tous les démocrates du monde entier en se lançant dans une démarche de confiscation du pouvoir pour un troisième mandat de trop qui n'était pas prévu dans la Constitution de 2010. Une goutte de trop qui a fait déborder la vase. C'est dans ce contexte de tripotage de la Constitution que l'armée guinéenne, le 5 septembre 2021, a pris les destinées de tout un peuple, sous la direction du Général Mamadi Doumbouya. Pour atteindre ses objectifs, il a pensé à l'organisation des Assises sociales, mais aussi à favoriser le dialogue politique au plan national.

Ainsi, pour y parvenir, il a eu comme cheval de bataille la refondation et la réforme institutionnelle. Une démarche qui sous-entend le rôle de la grande muette quand les soubassements d'un pays sont atteints. Dans cette démarche, le Général Mamadi Doumbouya s'est inspiré du passé pour construire l'avenir de tout un pays en privilégiant le partage de la prospérité en termes de gestion des ressources de la Guinée. Il est passé d'abord par la réactivation des projets qui dormaient dans les tiroirs de l'administration publique en engageant les grands travaux pour redorer le blason et pays et insuffler une nouvelle dynamique de développement. L'illustration de cet objectif se traduit par la réhabilitation des infrastructures

routières sur toute l'étendue du territoire national. Ensuite, il a eu le flair de rajeunir l'administration publique caractérisée par le vieillissement de son effectif à tous les niveaux. Aujourd'hui, on peut trouver un Directeur national âgé de 35 ans. Une pratique qui n'existe pas dans l'administration publique en Guinée. En plus de cet aspect lié au vieillissement de l'effectif de la fonction publique, le népotisme dominait les sphères de l'administration qui ne servait que les intérêts des individus tapis dans l'ombre.

Nouvelle Constitution

Dans la suite logique de sa démarche, il a ensuite jeté un regard critique sur les formations politiques qui étaient devenues des partis politiques de famille. Ainsi, une évaluation des partis politiques a été engagée. De nos jours certains partis politiques sont dissous, d'autres suspendus par faute de non-respect des critères d'évaluation. Enfin, la maîtrise de ces paramètres, ô combien importants pour l'organisation de la vie politique en Guinée, il a doté le pays d'une nouvelle Constitution, cette fois verrouillée qui ne peut faire l'objet d'une manipulation.

La phase finale de sa politique de réforme et réajustement de la machine démocratique entre en droite ligne avec l'organisation de l'élection présidentielle prévue le 28 décembre 2025 avec neuf candidats en lice. Ces réformes déclenchées depuis le 5 septembre 2021 par Mamadi Doumbouya sont la preuve patente du sens de son patriotisme, faisant preuve d'amour envers son pays comme il l'avait souligné lors de sa toute première adresse à la nation.

Abdou Rahman DABO

Ces réformes déclenchées depuis le 5 septembre 2021 par Mamadi Doumbouya sont la preuve patente du sens de son patriotisme, faisant preuve d'amour envers son pays comme il l'avait souligné lors de sa toute première adresse à la nation.

Un parcours militaire exceptionnel



Ancien légionnaire en France, formé aux meilleures écoles militaires, le Général Mamadi Doumbouya a surgi sur le devant de la scène guinéenne en septembre 2021.

Il apparaît pour la première fois aux yeux du grand public guinéen le 2 octobre 2018, lors du soixantième anniversaire de l'indépendance. À la tête du groupement des forces spéciales. Il défile au pas cadencé, imposant et sobre. Trois ans plus tard, le même homme a renversé le président Alpha Condé. Son nom : Mamadi Doumbouya. Son parcours : une ascension méthodique, faite de formations d'élite et d'expériences de terrain.

Né à Kankan en 1980, Mamadi Doumbouya s'engage dans la Légion étrangère française. De l'Afghanistan à la Côte d'Ivoire, il accumule les opérations extérieures. Sa soif de formation le mène ensuite à l'école d'infanterie de Thiès (Sénégal), à l'académie de sécurité internationale en Israël, puis à l'école de guerre française en 2017. De retour au pays, il est promu lieutenant-colonel et chargé de créer le bataillon des forces spéciales. En 2021, il commence à afficher une certaine autonomie vis-à-vis du ministère de la Défense, ce qui suscite la méfiance du pouvoir. Installé dans sa base de Kalia, il prépare son coup. Le 5 septembre, il passe à l'acte, justifiant son intervention par la nécessité de « refonder l'État » et de faire de la justice sa « boussole ».

Un style froid et une image de rassembleur

Grand, barbu au regard perçant, Doumbouya cultive une présence silencieuse et autoritaire. Marié à une gendarme française et père de trois enfants, il incarne une forme de modernité africaine, à la fois ancré localement et ouvert sur le monde. Son discours, sobre et direct, contraste avec le verbe souvent flamboyant de ses prédécesseurs. Depuis son arrivée au pouvoir, Doumbouya multiplie les gestes de réconciliation, reçoit les anciens ennemis, organise le retour des exilés, et fixe un calendrier électoral strict. Il se présente en candidat indépendant, refusant l'étiquette de parti, pour incarner une forme de neutralité supérieure.

Mamadi Doumbouya est le produit d'une génération nouvelle d'officiers africains, formés aux standards internationaux et conscients des enjeux de gouvernance. Reste à savoir si le soldat saura se muer en homme d'État, et si la transition qu'il incarne sera celle qui, enfin, stabilisera la Guinée.

Abdou Rahman DABO

L'homme de la refondation politique

Depuis son arrivée au pouvoir le 5 septembre 2021, le Général d'Armée Mamadi Doumbouya a placé la Guinée sur la voie d'une refondation institutionnelle et politique. Entre discipline militaire, volonté de souveraineté et réforme de l'État, il impose une vision structurée autour de cinq (5) axes, avec l'ambition de restaurer la « dignité nationale et de moderniser le pays. »

orsqu'il apparaît au premier plan le 5 septembre 2021, le Général d'Armée Mamadi Doumbouya devient rapidement le symbole d'un tournant historique en Guinée. Officier issu des meilleures académies, passé par plusieurs terrains d'opération et formé à la rigueur militaire, il se présente alors avec une ambition claire : réhabiliter l'autorité de l'État et redonner à la nation un cadre institutionnel solide. Sa vision s'enracine dans un principe simple mais décisif : un pays souverain doit pouvoir décider pour lui-même, produire pour lui-même et se gouverner selon ses propres règles. Dès ses premières déclarations, il fixe l'orientation de la Transition autour de la « Refondation de l'État », une notion qu'il associe à la reconstruction du contrat social. Le Général Doumbouya considère que la souveraineté n'est pas un mot d'ordre politique mais une pratique quotidienne, nourrie de responsabilité, de dignité et d'indépendance. Cette philosophie a donné naissance à un cadre d'action structuré : les « 5 R ». La Rectification vise à remettre de l'ordre dans la gouvernance et à restaurer la probité. La Refondation s'attache à consolider les institutions, afin qu'elles redeviennent crédibles et protectrices. Le Rassemblement cherche à réunir les Guinéens autour de l'intérêt national. Le Redressement se concentre sur la relance économique, les services publics et les chantiers d'infrastructures. Enfin, le Repositionnement redonne à la Guinée une place affirmée dans la région et sur la scène internationale.



Leadership marqué

Cette vision s'accompagne d'un leadership marqué par la discipline et la sobriété. Le Général Doumbouya refuse les attributs du pouvoir traditionnel, préférant une posture de service plutôt qu'une position de privilège. Il met en avant l'exemplarité, la proximité avec le terrain et la transparence. Dans sa conception, l'autorité de l'État ne s'affirme pas par la distance, mais par la responsabilité et l'engagement. Il revendique ainsi un mode de gouvernance qui place le citoyen au centre et l'État dans un rôle de planificateur, protecteur et stratège.

Les priorités de la Transition s'articulent autour de trois grands axes. Le premier concerne le social, avec un effort particulier sur la santé, l'éducation, la jeunesse et la protection sociale, considérés comme les piliers de la justice et de l'équité. Le deuxième axe porte sur l'économie, que le Général Doumbouya veut diversifiée et tournée vers la transformation des ressources. La création d'emplois, la modernisation des infrastructures et l'amélioration des services publics figurent parmi les objectifs centraux. Le troisième axe, politique, cherche à consolider la stabilité institutionnelle et à rétablir la confiance entre l'État et les citoyens, condition indispensable pour un pays durablement gouvernable.

Sous son impulsion, la Guinée entend tracer sa propre voie, sans rompre avec son histoire mais en s'affranchissant de ses dérives. Cette démarche veut allier fermeté et vision, patriotisme et pragmatisme. Le Général Doumbouya défend l'idée d'un pays qui se réforme sans reniement et se modernise sans perdre son identité. Il revendique un modèle où la souveraineté nationale et le développement économique ne s'opposent pas : ils s'alimentent.

Abdou Rahman DABO

GÉNÉRAL AMARA CAMARA

L'architecte discret de la cohérence institutionnelle à la Présidence



Figure centrale de l'architecture institutionnelle issue du 5 septembre 2021, le Général Amara Camara, Ministre Secrétaire Général à la Présidence de la République, incarne une conception exigeante et méthodique de l'action publique au service de la refondation de l'État guinéen. Par son rôle de coordination stratégique au cœur de la Présidence, il a contribué à structurer un fonctionnement institutionnel plus rigoureux, fondé sur la discipline administrative, la cohérence décisionnelle et la continuité de l'action de l'État. Son engagement constant aux côtés du Président de la République a permis de consolider l'autorité de l'État, de rétablir des chaînes de responsabilité claires et de renforcer la crédibilité de l'appareil institutionnel dans un contexte de transition particulièrement sensible.

Au-delà de ses attributions formelles, le Général Amara Camara s'est distingué par un soutien actif aux grandes orientations de la refondation, notamment la rectification institutionnelle, la moralisation de la vie publique et la réorganisation de l'action présidentielle autour de standards de gouvernance plus lisibles. Interlocuteur de confiance des partenaires nationaux et internationaux, il joue un rôle d'interface stratégique entre la Présidence, le Gouvernement et les institutions de la République. Cette posture, alliant loyauté institutionnelle, sens de l'État et sobriété dans l'exercice du pouvoir, fait de lui l'un des artisans déterminants de la dynamique de refondation engagée en République de Guinée.

PRESIDENTIELLE GUINEENNE

Général Mamadi Doumbouya, le super favori



Ils sont neuf (9) candidats à briguer le suffrage des Guinéens pour la présidentielle prévue le 28 décembre prochain. Parmi eux, le président de la transition, le Général Mamadi Doumbouya, le super favori qui vient de lancer un programme d'envergure « Simandou 2040 » qui n'est autre qu'un plan d'émergence de La Guinée.

I avait maintenu le suspense jusqu'au bout avant de présenter sa candidature qui a été validée le 9 novembre 2025 par la Cour suprême, comme pour huit autres candidats. Lui, c'est le Général Mamadi Doumbouya, président de la Transition depuis le coup d'Etat du 5 septembre 2021 qui l'a porté au pouvoir. Le scrutin est censé mettre fin à la transition

Si sa candidature est rejetée par certains leaders politiques, pour la grande masse de la population guinéenne, c'est une au-baine, tant l'homme, en quatre années de magistère, a su donner un véritable coup de fouet à l'économie guinéenne, changer le visage du château d'eau d'Afrique de l'Ouest, au point que le Produit intérieur brut (Pib) du pays ait pu dépasser celui du Sénégal. Car, des avancées significatives ont été enregistrées en matière d'infrastructures (ponts, échangeurs, électrification...) On peut citer, entre autres, le pont de Taninènè, les échangeurs de Kagbelen, Baumbeto et le km36 qui ont sensiblement amélioré la mobilité urbaine et l'électrification de la capitale notamment.

Toutefois, c'est la vision à long terme du Président Doumbouya axée sur les ressources naturelles, la transformation économique et la modernisation qui fait de lui un visionnaire, un leader. Ce projet s'appelle « Programme Simandou 2040 ». Il est appelé à tirer tous les secteurs vers le haut au grand bénéfice des populations guinéennes. Le Programme « Simandou 2040 » est, en réalité, un plan d'émergence pour que ses ressources deviennent le moteur d'un enrichissement collectif et durable. Il repose sur un montant d'investissement de plus de 200 milliards de dollars, 5 piliers, plus de 36 réformes et plus de 122 projets. Porté par la vision du Général Mamadi Doumbouya, « Simandou 2040 » est le véritable programme de développement socio-économique durable et responsable de la Guinée pour les 15 prochaines années. Ses cinq piliers sont le développement agricole et industriel, le renforcement du capital humain par l'éducation et la culture, la modernisation des infrastructures et des technologies, la mobilisation des services



“ Le Programme “Simandou 2040” est, en réalité, un plan d’émergence pour que ses ressources deviennent le moteur d’un enrichissement collectif et durable. »

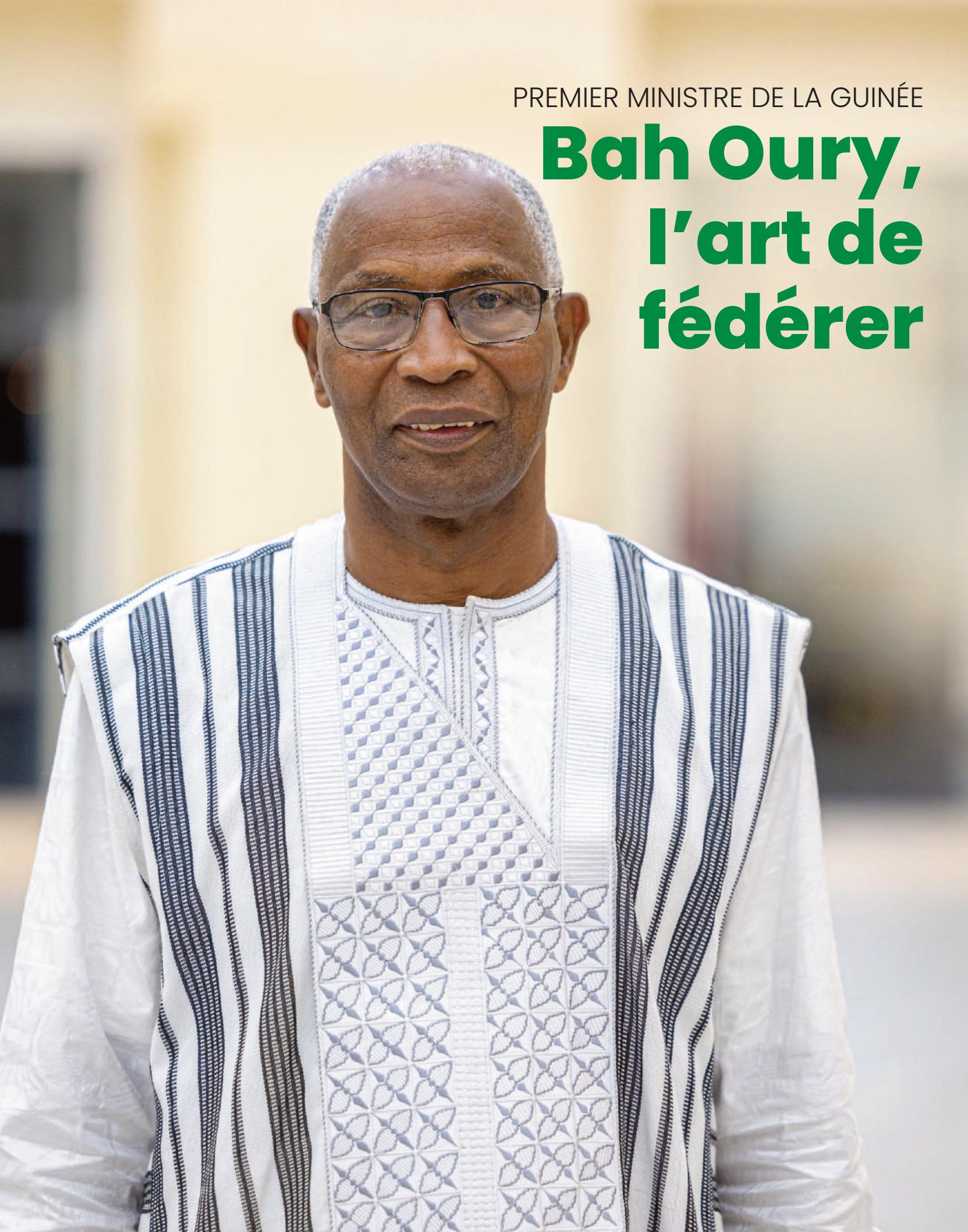


financiers et économiques, ainsi que l'amélioration de la santé et du bien-être des populations. La vision stratégique de développement est structurée autour de 13 secteurs clés et des programmes phares de transformation.

Il se décline par des actions et réalisations dont certaines sont récentes notamment la construction du chemin de fer et du port minier de Morebaya pour l'exportation du fer, la mise en place de mesures obligatoires pour garantir la participation des Guinéens dans les chaînes de valeur (contenu local), le renforcement de la crédibilité économique par la discipline budgétaire et la traçabilité des investissements (gouvernance) et une volonté d'institutionnaliser le programme pour qu'il ne dépende pas d'une personne avec un fonds souverain. Présenté par le 28 octobre 2025 par Djiba Diakité, président du Comité stratégique, il est entré dans sa phase effective le 11 novembre 2025. En effet, le programme a été lancé, en cette date, la première exportation du minerai de fer de Simandou. L'investissement ambitieux articulé autour de cinq piliers stratégiques vise à moderniser les territoires. Avec un tel projet en cours, on voit mal comment l'actuel chef de la Transition peut perdre les élections dans son pays, surtout que ce fer n'a jamais été exploité depuis l'indépendance du pays en 1958.

Abdou Raman DABO





PREMIER MINISTRE DE LA GUINÉE

Bah Oury, l'art de fédérer

Il est l'incarnation parfaite d'un homme d'État. Servir sans se servir, Bah Oury, le Premier ministre de la Guinée, allie travailleur indéfectible et rassembleur aguerri. Bras droit du Général Mamadi Doumbouya, il est en train de façonner la pratique de gestion de l'administration et beaucoup de projets et réalisations sont à son actif. Mieux, il travaille inlassablement à la réunification du peuple guinéen.

La nomination de Bah Oury comme patron du Palais de la Colombe a suscité beaucoup d'espoir au niveau de la classe politique et chez des citoyens guinéens qui croient en l'expertise de l'homme en termes de gestion de la superstructure. C'est donc un homme politique qui a emmagasiné beaucoup d'expériences grâce à sa carrière de banquier. Ancien Ministre de la Réconciliation sous le régime du Général Lansana Conté, il a beaucoup œuvré dans le cadre du respect des droits de l'homme en Guinée. Longtemps secoué par les différents régimes guinéens, il est parvenu à préserver sa vision politique focalisée sur l'unité du peuple de la Guinée.

Nommé par le Général Mamadi Doumbouya, il a posé des actes allant dans le sens de la réconciliation comme la remise de titres fonciers aux déguerpis de kapororails. Cette catégorie sociale abandonnée depuis le temps de feu Lansana Conté, déguerpis sans être dédommagée. Près de 2.673 familles victimes ont bénéficié des titres fonciers du gouvernement de Bah Oury sur instruction de Mamadi Doumbouya. Cette dimension sociale lui confère le qualificatif d'un Premier ministre rassembleur. De l'autre côté, après l'explosion du dépôt central des hydrocarbures à Coronthie en 2023, dès sa nomination, il a accéléré l'assistance aux sinistrés. Une assistance qui continue jusqu'à nos jours. Dans le cadre de la protection de l'environnement, il a initié des actions pour préserver le cadre de vie notamment en inscrivant le Massif du Fouta Djalon au patrimoine mondial de l'Unesco.

Sur le plan de la stabilité politique, il s'est mis au devant la scène pour consolider la solidarité gouvernementale à travers l'immersion à l'intérieur du pays pour connaître les besoins de la population dans le milieu rural. D'ailleurs, il faut reconnaître qu'il a mouillé le maillot dans le cadre de la vulgarisation de la nouvelle Constitution jusqu'à obtenir l'adhésion de tout un peuple qui s'est matérialisé par l'adoption, avec une majorité écrasante, de la nouvelle Constitution qui régit la vie du peuple de



Guinée aujourd'hui. De nos jours, il occupe une place importante dans la gouvernance du Général Mamadi Doumbouya. Pétri de talent et travailleur, C'est pour cette raison

qu'il bénéficie aujourd'hui de la confiance du candidat de Mamadi Doumbouya pour diriger son directoire de campagne.

Abdou Rahman DABO

Un Premier ministre au service de l'efficacité de l'État

Premier ministre depuis février 2024, Amadou Oury Bah s'est imposé comme l'un des moteurs de la refondation institutionnelle guinéenne. Dans un contexte de transition fragile, il a recentré l'action publique autour de la transparence, de la redevabilité et d'une culture assumée du résultat. Entre réformes structurelles, gestion stratégique de la Transition et pilotage politique du retour à l'ordre constitutionnel, il incarne une approche de la gouvernance fondée sur la méthode, l'efficacité et la cohésion.



Figure majeure de la scène politique guinéenne, Amadou Oury Bah s'est construit une réputation de rigueur, de cohérence et de lucidité. Né en 1958, il appartient à une génération formée autant par l'exigence académique que par l'expérience du terrain politique. Diplômé en économie et en gestion, il s'est imposé dès les années 1990 comme l'un des visages déterminants de l'opposition démocratique, engagé dans le combat pour la transparence, la justice sociale et la responsabilité publique. Les années de militantisme, marquées par la constance et le courage, ont façonné chez lui une compréhension fine des institutions, des acteurs et des défis profonds du pays. Sa nomination à la Primature, le 27 février 2024, intervient dans un climat politique chargé, marqué par les tensions sociales et la délicatesse d'une transition dont les contours restent en re-définition permanente. Le choix du Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya, s'inscrit alors dans une logique d'efficacité : placer à la tête du Gouvernement un responsable reconnu pour sa méthode, son sens stratégique et sa capacité à organiser l'action publique autour d'objectifs mesurables.

Dès son entrée en fonction, Amadou Oury Bah instaure une ligne directrice claire : rationaliser, coordonner et évaluer. Sous son impulsion, la Primature devient le centre de pilotage stratégique de la Transition. Les lettres de mission adressées à chaque membre du gouvernement, la mise en place de contrats de performance, les exercices réguliers de reddition de comptes et les évaluations trimestrielles des politiques publiques témoignent d'une volonté assu-



mée de passer d'une gouvernance fondée sur les moyens à une gouvernance fondée sur les résultats. Pour le Premier ministre, « *un gouvernement responsable est un gouvernement qui rend compte* », une formule qui résume son approche de la gestion publique.

Trois principes cardinaux

Sa méthode repose sur trois principes cardinaux. La transparence, d'abord, qui implique de dire la vérité des chiffres, des contraintes et des perspectives. La concertation, ensuite, indispensable dans une phase de refondation nationale qui exige de dialoguer avec les institutions, les partis politiques, les syndicats et la société civile afin de bâtir des consensus solides. Enfin, la redevabilité, devenue une norme de conduite pour l'ensemble de l'appareil gouvernemental.

Sur le plan politique, Amadou Oury Bah joue un rôle déterminant dans la conduite de la Transition. Il positionne la Refondation non comme une période d'attente, mais comme un cycle de construction institutionnelle. Son rôle dans la préparation du référendum du 21 septembre 2025, qui aboutit à l'adoption d'une nouvelle Consti-



tution, est central : il contribue à structurer un processus visant à rétablir progressivement l'ordre constitutionnel tout en consolidant la stabilité.

Sur le plan économique, il œuvre à traduire la vision du chef de l'État : transformer les potentialités du pays en développement réel. Il participe à l'élaboration d'un dialogue renforcé entre les institutions financières, les partenaires au développement et les investisseurs, notamment autour de projets structurants comme Simandou ou la mise en œuvre du budget-programme. Il ren-

force la coordination de la politique budgétaire, la gestion des chantiers prioritaires et l'harmonisation des programmes sociaux. Au-delà des réformes, Amadou Oury Bah remet au centre la notion de service public. Servir sans se servir et diriger au bénéfice du citoyen constituent, pour lui, le fondement d'un leadership à la fois exigeant et inclusif. Sous sa direction, la Primature s'affirme comme le moteur d'une Transition maîtrisée, où l'État assume pleinement son rôle d'acteur du développement.

Abdou Rahman DABO

GUINÉE

L'impératif stabilité politique, condition sine qua non du développement

Depuis son indépendance, la Guinée enchaîne les régimes autoritaires et les transitions violentes. Alors que le pays s'achemine vers une élection présidentielle fin 2025, la question de la stabilité politique demeure le socle de tout espoir de développement.



La stabilité politique est, pour tout État, la condition première de son développement. En Guinée, cette stabilité semble de- puis toujours fuir comme un mirage. Depuis Sékou Touré jusqu'à Alpha Condé, en passant par Lansana Conté et les joutes militaires, chaque alternance s'est faite dans la douleur, souvent hors des cadres constitutionnels. Aujourd'hui, le pays est à nouveau à la croisée des chemins. De 1958 à 1984, Ahmed Sékou Touré impose un régime de parti unique, le PDG-RDA. À sa mort, la logique constitutionnelle est balayée par un coup d'État mené par Lansana Conté. Pourtant, ce dernier ouvre la voie au multipartisme et organise des élections en 1993, qu'il remporte. Une parenthèse démocratique relative, mais qui ne rompt pas avec la concentration du pouvoir.

À la mort de Conté en 2008, une nouvelle junte, le Comité national pour le développement et la démocratie (CNDD), prend les rênes du pays. La répression du rassemblement du 28 septembre 2009, qui fait près de 150 morts, plonge la Guinée dans le chaos et provoque une médiation internationale. Le général Sekouba Konaté assure alors une transition éclair, aboutissant aux premières élections véritablement démocratiques de 2010.

Porté par une longue opposition, Alpha Condé incarne alors l'espoir d'une alternance pacifique. Élu en 2010, réélu en 2015, il s'engage pourtant dans la voie d'un troisième mandat, obtenu grâce à une révision constitutionnelle contestée. Le pays s'enfonce dans la crise, jusqu'au coup de force du 5 septembre 2021.

L'espoir déçu d'Alpha Condé

Le colonel Mamadi Doumbouya hérite d'un pays fracturé. Il place la justice au cœur de son discours, crée la CRIEF pour lutter contre la corruption, et engage un toilettage de la fonction publique. Une nouvelle constitution est adoptée en 2025, et l'élection présidentielle fixée au 28 décembre de la même année. Doumbouya, candidat indépendant, mise sur l'image d'un rassembleur au-dessus des partis. La Guinée semble ainsi boucler, une fois encore, un cycle d'instabilité. Mais cette fois, le retour à l'ordre constitutionnel est annoncé, planifié, presque ritualisé. Reste à savoir si les Guinéens adhéreront à ce scénario, et si la stabilité, ce bien si précieux, deviendra enfin l'horizon commun de tous.

Abdou Rahman DABO

POLITIQUE EN GUINÉE

Une transition sous le signe de la réconciliation et de la refondation

Depuis la prise de pouvoir par le Colonel Mamadi Doumbouya le 5 septembre 2021, le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD) multiplie les gestes forts afin de rassurer une nation en attente de stabilité et de justice. Retour sur les mesures phares d'une transition qui se veut fondatrice.

Le changement brutal de régime suscite toujours des doutes, des craintes, mais aussi, parfois, l'espoir d'un avenir meilleur. En Guinée, le 5 septembre 2021 est entré dans l'histoire comme la date où l'ordre constitutionnel a été renversé par le Comité national du rassemblement pour le développement (CNRD). Depuis, les actes posés par cette autorité de transition, bien que contestés par certains, dessinent peu à peu les contours d'une gouvernance tournée vers la réconciliation et la refondation. En, dès le 6 septembre, le Colonel Mamadi Doumbouya, alors chef putschiste, aujourd'hui président de la République, recevait au palais du Peuple les membres du gouvernement déchu. L'objectif était d'exiger la restitution des véhicules de fonction et des documents officiels, et confier l'intérim aux secrétaires généraux pour assurer la continuité de l'Etat. Cette démarche, inhabituelle dans ce genre de contexte, a été perçue comme un signal d'apaisement et de professionnalisme.

Une équipe gouvernementale jeune et inédite

Le 6 octobre 2021, Mohamed Béavogui, personnalité consensuelle et extérieure aux cercles politiques traditionnels, était nommé Premier ministre. Il forma un gouvernement marqué par la jeunesse de ses membres, rompant avec l'habitude des nominations purement militaires ou partisanes. Surtout, le Colonel Doumbouya prêta serment, non sur la Constitution, mais sur une Charte de transition plaçant la justice au cœur de son action. Un engagement solennel devant « Dieu et les hommes » pour tourner la page des dérives passées. Le CNRD a ensuite engagé un vaste mou-



vement de renouvellement des cadres de l'Etat. Plusieurs milliers de militaires, policiers et fonctionnaires civils ont été mis à la retraite, libérant ainsi des postes pour une jeunesse en attente d'insertion.

Réformes structurelles et rajeunissement de l'administration

Parallèlement, le gel des comptes d'anciens dignitaires et la confiscation de leurs documents de voyage ont été accueillis comme des mesures fortes contre l'impunité. Certaines décisions ont suscité le débat, comme la restitution de biens à la famille de Sékou Touré ou le rebaptême de l'aéroport de Conakry. Mais d'autres gestes, tels que le retour d'exil des anciens put-

schistes Sékouba Konaté et Moussa Dadis Camara et leur réconciliation publique, ont envoyé un message fort de pacification. L'autorisation accordée à l'ancien président Alpha Condé de se faire soigner à l'étranger a également été saluée comme un acte d'humanité et de respect du droit. La création de la Cour de répression des infractions économiques et financières (CRIEF) a matérialisé la promesse de lutte contre la corruption. Enfin, après la nomination de deux Premiers ministres successifs et l'adoption d'une nouvelle constitution, la transition a fixé l'élection présidentielle au 28 décembre 2025. Le Colonel Doumbouya, candidat indépendant, clôt ainsi un cycle de trois années de transition en proposant aux Guinéens de choisir leur avenir.

Abdou Rahman DABO

RÉFORME INSTITUTIONNELLE, DIGITALISATION ADMINISTRATIVE, DÉCENTRALISATION

La Guiné Conakry pose les jalons d'une gouvernance de référence

La Guinée Conakry définit une nouvelle stratégie de gouvernance. De l'administration publique passant par le secteur de la justice jusqu'à la territorialisation des politiques publiques, la gestion des affaires publiques connaît un nouveau tournant. De profondes mutations sont envisagées pour changer le pays de fond en comble afin de restaurer un État de droit au vrai sens du terme.



Depuis l'avènement du Cnrd, la gouvernance guinéenne s'est engagée dans une mutation profonde, assumée et planifiée, dont la finalité est de reconstruire un État républicain, transparent et performant. Ainsi, les nouvelles autorités se sont engagées dans un nouveau de transformation visant à restaurer la confiance des citoyens dans les institutions et à replacer la République au service du

bien commun. La réforme institutionnelle s'est traduite comme tournant décisif marquant l'adoption d'une nouvelle Constitution, fruit d'une large consultation nationale. Ce texte fondateur consacre la séparation des pouvoirs, renforce le contrôle démocratique et affirme le caractère social et laïc de l'État. Par cet acte, la Guinée s'est dotée d'un cadre institutionnel rénové, garant de la stabilité politique et de la conti-

nuité républicaine. Cette restauration de l'État de droit s'est appuyée sur la mise en œuvre d'outils modernes et inclusifs. La promulgation du nouveau Code électoral a posé les bases d'un système électoral plus transparent et plus crédible, tandis que le Programme national de recensement administratif à vocation d'état civil (Pn-Ravec) a permis de doter le pays d'un registre national numérique, garantissant à chaque

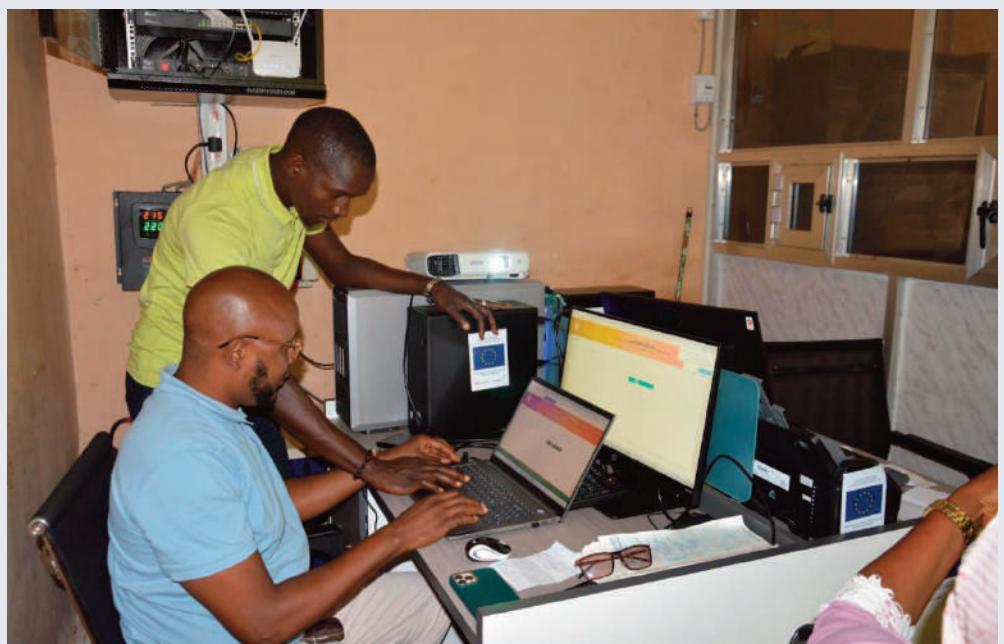
citoyen une identité légale et unique. Cette réforme de l'état civil, en synergie avec le Recensement général de la population et de l'habitat (Rgph 4), constitue désormais la pierre angulaire du futur fichier électoral, de l'état civil et de la gouvernance administrative moderne. Dans ce nouveau chapitre vers un changement de paragraphe, la digitalisation de l'administration publique trace une nouvelle voie vers la transparence.

La page des lourdeurs administratives tournée

L'un des aspects les plus emblématiques de cette refondation réside dans la digitalisation de l'administration publique. Grâce à des outils tels que le Fichier unique de gestion administrative et salariale (Fugas) le Plan de gestion des effectifs et des dépenses de personnel (Plaged) et les plateformes d'e-services, l'État guinéen a commencé à tourner la page de la lourdeur bureaucratique. Ces innovations permettent aujourd'hui de mieux suivre les effectifs, de rationaliser les dépenses et de lutter efficacement contre la fraude et les doubles emplois. Elles marquent le passage d'une administration centralisée et opaque à une administration agile, traçable et connectée. En outre, sur le plan judiciaire, la moralisation de la vie publique s'est imposée comme un axe fort de la Transition. La création de la Cour de répression des infractions économiques et financières (Crief) et de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc) témoigne de l'exigence du respect de l'ordre établi afin de combattre la corruption et l'enrichissement illicite. Ces institutions ont contribué à renforcer la responsabilité des gestionnaires publics et à consolider la culture de redevabilité. Également, la justice guinéenne s'est illustrée par l'avancée historique du procès du 28 septembre 2009, qui marque une étape importante dans la lutte contre l'impunité et le devoir de mémoire nationale. La révision des codes pénitentiaires et la mise en place d'un fonds d'indemnisation des victimes témoignent d'une volonté d'humaniser la justice et de remplacer les droits fondamentaux au cœur de l'action publique.

Gouvernance territoriale

En effet, dans cette nouvelle de changement, la décentralisation ne demeure pas en reste. Ce pilier de la gouvernance terri-



toriale, a connu une relance sans précédent. Le gouvernement a procédé à la création de 33 nouvelles communes et à l'installation de 375 délégations spéciales, garantissant une administration de proximité dans chaque préfecture. Plus de 668 milliards de francs guinéens ont été transférés directement aux collectivités locales pour renforcer leurs capacités d'action, financer des infrastructures de base et soutenir les services publics essentiels. Par ailleurs, 1.393 microprojets communautaires ont été financés à travers le pays, stimulant la participation citoyenne et favorisant la

cohésion sociale dans les zones rurales et urbaines.

Cette dynamique territoriale s'inscrit dans une approche de gouvernance participative. Elle cherche à rapprocher l'État des citoyens, responsabiliser les élus locaux et impliquer les populations dans la gestion de leur développement. Elle fait émerger une nouvelle géographie administrative, plus équilibrée, où chaque région devient un acteur du changement et non plus un simple bénéficiaire des politiques nationales.

Abdou Rahman DABO

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Les réformes qui ont redonné souffle à l'État et à l'économie

Entre 2020 et 2025, le pays a opéré une métamorphose structurelle rare sur le continent. Stabilité macroéconomique, investissements massifs et réformes sociales ont conjuré les vieux démons de l'instabilité. Une transformation que les chiffres attestent, mais que l'on lit surtout dans le quotidien des Guinéens.

Il est des périodes où une nation, discrètement, tourne la page d'une histoire pour en écrire une nouvelle. De 2020 à 2025, la Guinée semble avoir connu l'une de ces transitions décisives. Loin des tumultes politiques souvent médiatisés, une autre révolution, silencieuse et profonde, a

pris racine : celle de l'économie et du développement humain. Les statistiques officielles, souvent arides, dessinent pourtant le contour d'un redressement spectaculaire. Le taux de croissance du Pib, qui oscillait encore autour de 4 % en 2020, s'est établi à près de 6,5 % en 2025. Un rebond

qui ne doit rien au hasard, mais bien à une stratégie délibérée de stabilisation macroéconomique, doublée d'un volontarisme investisseur public et privé.

En effet, cette performance économique repose sur des bases élargies. En premier lieu, les investissements, notamment dans



les infrastructures, l'énergie, les mines et l'agriculture, ont connu une progression vigoureuse. Parallèlement, une politique budgétaire rigoureuse a permis de maîtriser l'inflation, contenue sous la barre des 9 % alors qu'elle frôlait les 12 % avant la Transition. Cette discipline a porté ses fruits : la mobilisation des recettes publiques a doublé, dégageant des ressources inédites pour le financement des politiques sociales.

Une économie redressée par la rigueur et l'investissement

En outre, le taux d'emploi formel, en hausse constante, traduit la vitalité retrouvée du tissu économique. Relance des chantiers publics, programmes d'insertion et l'essor de l'entrepreneuriat local ont, en effet, généré des milliers d'emplois directs et indirects. Ainsi, la Guinée est passée, en quelques années, d'une économie sous contrainte à une économie de projet, où la rigueur budgétaire sert de socle à l'investissement productif. Cependant, les progrès ne se limitent pas à la seule sphère éco-

nomique. La transformation la plus significative s'observe peut-être dans le domaine social et humain. L'indice de développement humain (idh) s'est nettement amélioré, porté par un accès élargi à la santé, à l'éducation et aux services de base. Le taux de scolarisation, en particulier dans les zones rurales longtemps délaissées, a grimpé, tandis que la couverture médicale s'est étendue grâce à la généralisation des mutuelles de santé. De même, des réformes ciblées ont atténué la précarité des plus vulnérables : revalorisation des pensions, mensualisation des retraites et amélioration des conditions des fonctionnaires.

Un renouveau social et territorial qui s'enracine

Sur un autre plan, la consolidation institutionnelle a accompagné cette dynamique. La stabilisation politique et le dialogue social renforcé ont apaisé le climat national. Les collectivités locales, dotées de moyens propres, participent désormais activement à la planification du développe-

ment. Simultanément, les indicateurs de gouvernance s'améliorent : la perception de la corruption recule, la transparence budgétaire progresse et la participation citoyenne s'accroît, notamment via la digitalisation des services et l'instauration de mécanismes de redevabilité.

Outre ces indicateurs, la vraie mutation guinéenne se lit sur le terrain. Les grandes villes de l'intérieur Kankan, Labé, N'zérékoré ou Kindia connaissent un regain d'activité palpable. L'aménagement du territoire et une décentralisation effective ont commencé à réduire les déséquilibres criants entre la capitale et les régions, incarnant l'idéal d'un développement équitable. Par ailleurs, les réformes engagées depuis 2021 ont transcendé le cadre technocratique. Elles traduisent un changement de culture politique et administrative, une reconquête de la confiance en l'avenir. La Guinée se transforme en profondeur, non seulement dans ses chiffres, mais surtout dans sa perception d'elle-même et dans le récit commun qu'elle commence à écrire.

Abdou Rahman DABO

“ La Guinée est passée, en quelques années, d'une économie sous contrainte à une économie de projet, où la rigueur budgétaire sert de socle à l'investissement productif. »



DIPLOMATIE

Entre repositionnement et rayonnement, la Guinée signe son retour

La Guinée Conakry s'impose désormais comme voix crédible dans la sous-région par le biais de sa diplomatie. Incarnant le souverainisme, le pays tisse des liens avec les grandes organisations internationales, attire les investisseurs tout en préservant ses intérêts.



Depuis quelques années, la diplomatie guinéenne a connu une transformation profonde, alliant affirmation souveraine, diversification des partenariats et redéfinition du rôle du pays sur la scène régionale et internationale. Cette politique étrangère rénovée repose sur un principe fondateur. La Guinée agit selon ses intérêts stratégiques, en privilégiant la coopération équilibrée et la dignité réciproque. Ainsi, l'élaboration du document de politique étrangère a permis de structurer cette orientation nouvelle. Ce cadre stratégique définit les axes de l'action diplomatique autour de la souveraineté, de la stabilité régionale, de la diploma-

tie économique et de la durabilité. Il consacre la volonté du pays de s'affirmer comme un acteur de dialogue et de médiation en Afrique de l'Ouest, tout en participant activement à la construction d'un multilatéralisme plus juste et représentatif. Le redéploiement des chancelleries a marqué une étape importante dans cette refondation diplomatique. Plusieurs représentations ont été rouvertes ou modernisées, et de nouvelles missions établies dans des zones à fort potentiel stratégique. Ce mouvement vise à rapprocher l'appareil diplomatique des réalités contemporaines. L'objectif : défendre les intérêts économiques du pays, accompagner les

investissements extérieurs et mieux servir les communautés guinéennes établies à l'étranger. Cette restructuration s'est accompagnée d'un renforcement des capacités des diplomates, par la formation, la coordination et la rationalisation de la gestion des ambassades. Tout de même, le pays a également renforcé son ancrage régional et multilatéral.

Le volet économique de la diplomatie a connu un essor remarquable. La Guinée a intensifié ses partenariats avec les grandes institutions financières et les puissances émergentes. Les coopérations avec la Banque africaine de développement (Bad), l'Agence française de développement (Afd), la Banque mondiale (Bm), mais aussi avec la Chine, le Qatar, la Turquie et d'autres partenaires du Sud, se sont traduites par des financements innovants, des projets structurants et une meilleure intégration du pays dans les circuits d'investissement internationaux. Cette approche pragmatique privilégie les partenariats fondés sur le transfert de compétences, le cofinancement et la durabilité plutôt que sur la dépendance. Dans le domaine sectoriel, la diplomatie guinéenne a contribué à la valorisation des ressources minières, agricoles et énergétiques. Des accords de coopération ont permis d'attirer des investissements dans le raffinage local, l'agro-industrie et les énergies renouvelables. Le pays a ainsi consolidé sa place au sein des circuits régionaux de production et d'échanges, tout en veillant à préserver sa souveraineté économique.

Abdou Rahman DABO



INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

L'échangeur de Bambeto change le visage de Conakry

L'Inauguration de l'échangeur de Bambeto marque un tournant décisif dans l'évolution du pays vers la modernisation des infrastructures. Cette route longtemps abîmée, a fait aujourd'hui peau neuve grâce à la vision du Général Mamadi Doumbouya qui s'inscrit dans une logique de transformation concrète du pays dans les tous domaines.



Le 15 novembre 2025, la localité de Bambeto a servi de cadre de mobilisation à l'occasion de l'inauguration de l'échangeur éponyme. L'inauguration de cette infrastructure marque la fin du calvaire des usagers de la route de Bambeto. La ville s'est illustrée dans le cadre de la résistance politique de l'opposition guinéenne contre les différents régimes qui se sont succédé. Le Président de transition Mamadi Doumbouya et les membres du gouvernement ont pris part à l'inauguration de cet ouvrage qui facilite la circulation des usagers de la route souvent confrontés

au problème d'embouteillage monstre. À cette occasion, le chef de l'Etat a demandé une minute de silence à la mémoire des victimes des différents événements politiques survenus dans cette partie de Conakry. Il est important de rappeler que cette partie de Conakry était surnommée « l'axe des mercenaires politiques » qui, il faut le reconnaître, se battaient pour un idéal démocratique. Souvent révoltés contre la mauvaise gestion des deniers publics, une frange des activistes de Bambeto accompagnait les leaders politiques de l'opposition pour se faire entendre. Cette ville

manque d'infrastructures publiques comme, entre autres, écoles, centres de santé. À cet effet, les populations se sentaient délaissées par les dirigeants du pays.

En effet, la réalisation de cette infrastructure routière est non seulement un ouf de soulagement pour les habitants de la localité mais pour la Guinée toute entière. L'inauguration de l'échangeur de Bambeto marque un tournant important dans l'aménagement urbain symbolisant le rapprochement de toutes les composantes de la Guinée. Cette zone était réputée être le fief de l'opposition politique en Guinée. Doter



aujourd'hui cette ville d'une infrastructure routière de cette dimension prouve à suffisance l'unité du peuple de Guinée.

Mamadi Doumbouya est en mission pour son pays : celle de réunir tous les fils du pays sur un même objectif, celui du développement de la Guinée. C'est un jalon posé pour les générations futures qui garderont en tête les hommes qui ont marqué ce pays avec la réalisation d'ouvrage de ce genre, à l'image de Mamadi Doumbouya. « Gouverner, c'est prévoir », dit-on. Le Général pense toujours à l'avenir de la Guinée émergente. Ainsi, la mise en œuvre de cette infrastructure veut tout simplement dire que le transport est dans l'économie ce que les vaisseaux sanguins représentent dans l'organisme. C'est cette démarche essentiellement axée sur la circulation des marchandises mais aussi des hommes qui constitue un vecteur incontournable dans le développement économique du pays.

Abdou Rahman DABO



“ « L'inaugurant de l'échangeur de Bambeto marque un tournant important dans l'aménagement urbain symbolisant le rapprochement de toutes les composantes de La Guinée. » ”



PROJET SIMANDOU 2040

Mamadi Doumbouya enclenche la marche vers le développement de la Guinée

Pays très riche en ressources naturelles, la Guinée a, depuis son accession à l'indépendance, manqué de tirer profit de ses ressources. Cependant, avec le lancement du projet « Simandou 2040 » par le Général Mamadi Doumbouya, une nouvelle ère s'ouvre. La réalisation de ce projet de minerai de fer permettra le pays de réussir son décollage économique et ainsi contribuer à la réduction de la pauvreté.



Le 11 novembre 2025 reste désormais gravé dans les annales de l'histoire de l'économie à travers le lancement du mégaprojet « Simandou 2040 ». Pour rappel, ce gisement de fer a connu la première étude géologique en 1970 avec le premier président de la Guinée indépendante, Ahmed Sékou Touré. Le Président Mamadi Doumbouya n'a pas laissé ce projet gigantesque d'être jeté à l'oubliette. C'est ainsi que ce 11 novembre 2025, avec ses invités de marque, à savoir les prési-

dents gabonais, Brice Oligui Nguema, et rwandais, Paul Kagamé, le Président Doumbouya a procédé au lancement du démarrage effectif du programme « Simandou 2040 ». Le train du minerai de fer a sifflé ce 11 novembre 2025 à 11 h pile. Le fer d'une teneur de 65% a connu plusieurs décennies d'aterrage et de nombreuses sociétés qui se sont succédées n'ont pas pu réussir un grand succès. C'est maintenant que le régime de transition lance le premier chargement du minerai de fer.

S'il est nécessaire de noter l'opiniâtreté de Mamadi Doumbouya, force est de reconnaître que le président du comité de pilotage de ce projet, Djiba Diakité, le ministre Directeur de cabinet, est la cheville ouvrière de la concrétisation de ce projet. C'est pourquoi, dans son intervention, Djiba Diakité a précisé que « c'est un sentiment de satisfaction, une grande émotion d'assister aujourd'hui au chargement et à l'exportation des premiers minerais de fer du mégaprojet intégré, mines et infrastruc-

tures ». Cette cérémonie est la concrétisation d'un engagement pris par l'Etat guinéen et ses partenaires industriels que sont Rio Tinto, Chinalco et Baowu, le géant chinois de l'acier et Wcs, le consortium Singapourien.

L'inauguration tant attendue de ce site prend une dimension politique pour le Général Mamadi Doumbouya qui a inscrit ce projet parmi ses priorités depuis son arrivée au pouvoir. Une réserve de deux milliards de tonnes de fer de haute qualité et de 20 milliards de dollars d'investissements, 650 Km de chemin de fer traversant la Guinée d'Est en Ouest. C'est le plus grand projet de mines des infrastructures dans le monde. Le démarrage du projet « Simandou 2040 » positionne la Guinée dans une place importante sur le marché mondial de fer. La réalisation de la plateforme portuaire de Moribaya donne une autre dimension à l'économie guinéenne et permet de résoudre le problème du chômage des jeunes guinéens. Bientôt la mise en service de la compagnie transguinéenne (Ctg) pour la circulation des personnes, des biens et services dans le corridor du chemin de fer.

La Guinée nouvelle

La Guinée nouvelle se précise sur le terrain. Le respect de la continuité de l'administration n'a pas été occulté. Mamadi Doumbouya a exécuté ce que ses prédécesseurs ont laissé en rade. En homme d'action, il est parvenu à impulser ce moteur de l'émergence de la Guinée en un temps record. On remarque les grands hommes dans la réalisation des grandes œuvres. Du commandement militaire au service de la nation, Mamadi Doumbouya est devenu aujourd'hui un Général qui ressort une autre dimension de la Guinée sur l'échelle planétaire, celle de la Guinée cotée en bourse mondiale. Déjà, les institutions de notation économique lui donnent note B+. Ce qui donne de la crédibilité en terme de prêt avec les partenaires multi et bilatéraux.

Le projet « Simabdou 2040 » est un programme qui va toucher beaucoup de secteurs de développement et favoriser la mise en place des petites et moyennes entreprises qui peuvent avoir un impact considérable dans les caisses du trésor public, gage de résolution du taux de pauvreté. Un autre aspect important, c'est la prévision dans le temps l'installation, sur le sol guinéen, d'une unité de transformation du minerai de fer. C'est dire que le Général Mamadi Doumbouya est venu à temps. Un homme qui travaille sans bruit pour le partage de la prospérité des richesses de la Guinée.

Abdou Rahman DABO





Simandou ou le Plan d'émergence de La Guinée

“ Un véritable programme de développement socio-économique durable et responsable de la Guinée pour les 15 prochaines années. ”

Le programme « Simandou 2040 » repose sur la vision du Président Doumbouya. Il est axé sur les ressources naturelles, la transformation économique et la modernisation, prouvant ainsi le leadership du président de la Transition. En effet, le programme « Simandou 2040 » est appelé à tirer tous les secteurs vers le haut au grand bénéfice des populations guinéennes. Car, il est, en réalité, un Plan

d'émergence pour que ses ressources deviennent le moteur d'un enrichissement collectif et durable. Il repose sur un montant d'investissement de plus de 200 milliards de dollars, 5 piliers, plus de 36 réformes et plus de 122 projets. Un véritable programme de développement socio-économique durable et responsable de la Guinée pour les 15 prochaines années. Ses cinq piliers sont le développement agricole et industriel, le

renforcement du capital humain par l'éducation et la culture ; la modernisation des infrastructures et des technologies ; la mobilisation des services financiers et économiques ; ainsi que l'amélioration de la santé et du bien-être des populations. La vision stratégique de développement est structurée autour de 13 secteurs clés et des programmes phares de transformation. Il se décline par des actions et réalisations dont certaines sont récentes notamment la construction du chemin de fer et du port minier de Morebaya pour l'exportation du fer, la mise en place de mesures obligatoires pour garantir la participation des Guinéens dans les chaînes de valeur (contenu local), le renforcement de la crédibilité économique par la discipline budgétaire et la traçabilité des investissements (gouvernance) et une volonté d'institutionnaliser le programme pour qu'il ne dépende pas d'une personne avec un fonds souverain. Présenté par le 28 octobre 2025 par Djiba Diakité, président du Comité stratégique, il est entré dans sa phase effective le 11 novembre 2025, marquant la première exportation du minerai de fer de Simandou. L'investissement ambitieux vise surtout à moderniser les territoires.

R. DABO



EAU, ASSAINISSEMENT, ÉNERGIE

Le Ministère de l'Hydraulique et des Hydrocarbures pose les bases d'une Guinée durable

Entre réformes institutionnelles, investissements structurants et résultats visibles sur le terrain, le Ministère de l'Hydraulique et des Hydrocarbures s'est imposé, depuis 2021, comme l'un des leviers majeurs de la refondation de l'État guinéen. Eau potable, assainissement et hydrocarbures ne relèvent plus de promesses, mais d'une action publique mesurable, au cœur du quotidien des populations.

Depuis le 5 septembre 2021, la Guinée a engagé une transformation en profondeur de ses secteurs stratégiques sous l'impulsion des autorités de la Transition. Au centre de cette dynamique, le Ministère de l'Hydraulique et des Hydrocarbures (MHH) a opéré une rupture nette avec les pratiques du passé, en inscrivant l'accès à l'eau potable, l'assainissement et la sécurité énergétique parmi les priorités absolues de l'action publique.

Longtemps marginalisé, le secteur de l'assainissement connaît une revalorisation sans précédent. Désormais considéré comme un enjeu de santé publique, de dignité humaine et de résilience urbaine, il a bénéficié de réformes institutionnelles majeures et d'investissements structurants. La signature de conventions de financement pour un Centre d'Enfouissement Technique conforme aux normes internationales, le renforcement des capacités des communes de Conakry avec 74 camions-bennes et 10 tractopelles, ou encore la réhabilitation des stations de traitement des boues de vidange de Sonfonia et Yimbaya marquent un tournant. À cela s'ajoutent la structuration des PME de pré-collecte, la création de brigades communales et l'organisation régulière de journées citoyennes de salubrité. L'assainissement est désormais un pilier assumé de la politique publique.

Dans le secteur de l'eau potable, la période 2021-2025 se distingue par une relance qualifiée d'historique. Pour la première



fois, des villes comme Gaoual, Lélouma, Tougué, Lola et Yomou ont été dotées de véritables systèmes d'alimentation en eau potable. La modernisation de 14 sites de production, l'amélioration des performances commerciales de la SEG et surtout le lancement du Projet stratégique d'Alimentation en Eau Potable du Grand Conakry témoignent d'une vision de long terme. Avec 648 millions de dollars mobilisés, ce projet prévoit une capacité de traitement de 200 000 m³ par jour, 315 km de réseaux et 28 500 nouveaux raccordements, tout en posant les bases de la planification hy-

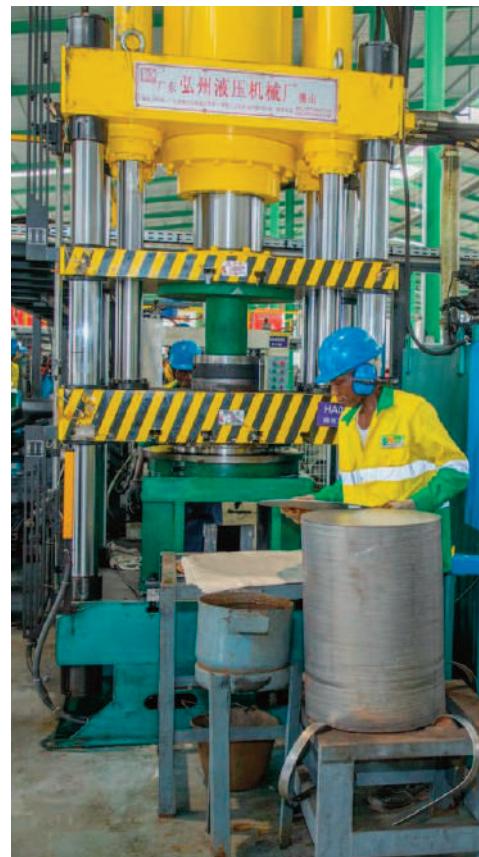
drique à l'horizon 2040. En zones rurales, le SNAPE a permis la réalisation de centaines de points d'eau, améliorant directement la santé, la cohésion sociale et les conditions de vie des populations.

Parallèlement, le secteur des hydrocarbures a fait l'objet d'une modernisation profonde. La formation de cadres nationaux, l'adoption d'un cadre réglementaire structuré, la digitalisation du suivi des stocks pétroliers et l'organisation de la Table ronde nationale des hydrocarbures traduisent une montée en gamme de la gouvernance du secteur. La promotion du gaz domes-

tique, à travers le projet FAPGAZ, s'illustre notamment par la construction d'une usine de fabrication et de requalification de bouteilles parmi les plus importantes de la sous-région, accompagnée de l'extension des centres emplisseurs à l'intérieur du pays.

Sur le plan sous-régional, la Guinée a également corrigé une anomalie historique. En accueillant le Centre régional de gestion des ressources en eau de la CEDEAO et le siège de la SOGESART (OMVG), le pays s'affirme désormais comme un acteur central de la gouvernance hydraulique et énergétique ouest-africaine. Les résultats enregistrés au sein des bassins de l'OMVS et de l'OMVG, en matière d'hydroélectricité, d'irrigation et d'interconnexions énergétiques, renforcent ce repositionnement stratégique.

Au terme de la période 2021–2025, le bilan du Ministère de l'Hydraulique et des Hydrocarbures dessine une trajectoire claire : celle d'un État qui investit, planifie et délivre. Eau sécurisée, villes plus propres et énergie domestique accessible ne sont plus des slogans, mais les marqueurs concrets d'une Guinée en reconstruction durable, tournée vers la souveraineté et l'équité territoriale.



CONSTRUCTION D'INFRASTRUCTURES SCOLAIRES, DIGITALISATION DU SYSTEME EDUCATIF SUR INITIATIVE PRESIDENTIELLE...

Les bons points du renouveau éducatif en Guinée

Le Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation (Mepu-a) a engagé plusieurs initiatives sur instruction du Président de la République de Guinée, le Général Mamadi Doumbouya pour booster le secteur. D'importants efforts ont été ainsi enregistrés durant l'année 2025 en matière d'infrastructures scolaires pour améliorer l'accès et la qualité dans l'éducation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme décennal de l'Éducation (ProDeg 2020-2029), en parfaite harmonie avec les initiatives présidentielles en matière de construction scolaire, plusieurs acquis ont été enregistrés par le Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation (Mepu-a). À travers le Service national des infrastructures et équipements scolaires (Snies), le département est en train de mener des projets ambitieux visant à répondre aux besoins prioritaires du pays en matière de construction, de réhabilitation et d'équipement des établissements scolaires. Objectif : booster l'accès et la qualité conformément aux Objectifs de développement durable (Odd).

Au Préscolaire par exemple, 566 salles de classe ont été construites et dotées de documents pédagogiques, kits ludiques et matériels sanitaires ; 1132 cabines de latrines au profit de 16.980 enfants, sur financement de la Banque mondiale. Pour le cycle Primaire, 37 écoles soit 120 salles de classe ont été construites dans le cadre de la Promotion de l'éducation de base en Guinée sur KFW/ Plan Guinée. S'y ajoute aussi les 225 salles de classe, 375 latrines et 75 forages construits et entièrement équipées, accueillant 5 625 élèves. Dans le même village, on peut citer également les 37 forages 185 cabines de latrines, ainsi que des logements d'enseignants sur financement Fce/Bas mis en œuvre par L'Anafic. Ces infrastructures notamment les salles de classe répondent toutes aux normes inter-



nationales. En effet, 20 écoles ont été dotées de rampes d'accès pour les personnes vivant avec un handicap.

Au Secondaire, le ministre peut se réjouir d'avoir construit 546 salles de classe rénovées sur financement du Banque nationale de développement (Bnd) et 4 collèges modernes de 18 salles de classe construites dans la région de Conakry. 23 forages ont été mis en place dans les collèges 48 salles de classe construites et équipées à Bonfi et à la SIG Madina grâce

au même financement. Dans la préfecture de Siguiri, 30 salles de classe et un établissement de 18 salles de classe rénovées. D'autres projets d'infrastructures scolaires sont en cours aussi dans la préfecture de Kindia Projet de construction et équipements de 24 salles de classe dans la préfecture de Kindia avec un taux d'exécution physique de 65%.

L'alphabétisation souvent laissée en rade, bénéficie d'une attention particulière depuis l'avènement du Général Doumbouya au

pouvoir. Pour preuve, les salles de classe en construction dans la préfecture de Kouroussa et qui vont servir de centres d'alphabétisation. A Kankan, un centre de formation continue a été réceptionné et est fonctionnel depuis.

Vers une digitalisation du système

Le Ministère de l'Enseignement Pré-universitaire et de l'Alphabétisation a entamé également une transformation numérique pour moderniser l'école guinéenne, à travers un vaste chantier d'interconnexion des établissements scolaires. Cette initiative permet de relier les écoles entre elles mais aussi avec les services centraux et réduire dans la foulée la fracture numérique tout en assurant une meilleure circulation de l'information. Selon le ministère, 2.200 écoles ont été connectées à travers le pays et 600 enseignants des classes Pré-Primaire équipés avec des tablettes numériques. A cela s'ajoute, l'introduction du learning passeport à travers la mise à disposition des apprenants de plateformes de gestion des candidats et des élèves des classes intermédiaires. Pour améliorer la gestion administrative et le suivi des parcours scolaires, le Mepu-A a développé des plateformes numériques dédiées aux candidats aux examens et aux élèves des classes intermédiaires. Ces outils modernes, selon le ministère, permettent une meilleure planification et une réduction des risques d'erreurs. Ils contribuent également au renforcement de la fiabilité des données au service d'une gouvernance éducative plus performante.

Dans le souci de renforcer les compétences pédagogiques de ses enseignants, le ministère a développé un partenariat avec l'Ifadem (Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres) afin de mettre en place un dispositif central de formation à distance. Ce système innovant, selon le ministère, offre des contenus adaptés et favorise l'autoformation en permettant de toucher un grand nombre d'enseignants, même dans les zones les plus éloignées contribuant ainsi à l'amélioration continue de la qualité de l'enseignement. Des outils numériques (260 tablettes) ont été acquises pour les superviseurs et tuteurs de la formation à distance ainsi que des ordinateurs pour la conception des programmes de formation.

Le ministère a également mis un accent particulier au déploiement de la plateforme de formation à distance en élargissant le



nombre d'enseignants bénéficiaires et en mettant en place une plateforme de gestion des formations pour assurer le suivi de l'ensemble des actions. Outre ces volets liés au numérique et à la digitalisation, il a, dans le cadre de la mise en œuvre du Cadre d'orientation curriculaire (Coc), développé de nouveaux programmes d'enseignement pour le CP1 et CP2 durant l'année scolaire 2025.

Le Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation poursuit aussi ses efforts de modernisation du système éducatif à travers des initiatives structurantes touchant aussi l'alimentation scolaire. Il s'emploie à offrir à chaque enfant

des conditions d'apprentissage plus favorables, inclusives et durables. Les résultats obtenus témoignent de l'impact réel de ces actions sur le terrain. On peut citer notamment, l'élaboration d'un plan structuré des cantines scolaires rurales, l'approvisionnement régulier d'une soixantaine de structures dans le domaine de l'alimentation scolaire. Ces efforts seront soutenus également par un partenariat établi avec le Programme alimentaire mondial (Pam) pour l'approvisionnement de toutes les cantines scolaires de la Guinée au profit de 240.000 élèves reparties entre 1.605 écoles primaires.

Abdou Rahman DABO

GESTION DES RECETTES DOUANIERES

Ces réformes entreprises par la Direction générale des douanes de Guinée

La semaine du soldat célébrée par la Guinée en novembre dernier, a été une occasion pour la Direction générale des douanes (Dgd) de faire le point sur les efforts entrepris en matière de gestion des troupes et des recettes ainsi que les réformes en cours pour booster davantage les recettes au profit de la République.

Un document de la cellule de la Communication de la Direction générale des douanes (Dgd) de Guinée, note sur instruction du Comité national du rassemblement pour le développement (Cnrd) dirigé par le Général Mamadi Doumbouya, président de la République, l'institution douanière a entrepris plusieurs actions dont la finalité reste l'accroissement des recettes douanières. On peut citer, entre autres, le recrutement et la formation initiale de 304 agents ainsi le renforcement de capacités professionnelles au profit de 1.800 agents et cadres des Douanes. « 66 autres inspecteurs des douanes ont pu bénéficier aussi d'une formation dans des écoles étrangères notamment en France, au Maroc, en Belgique et au Burkina Faso », renseigne la Direction générale des douanes de Guinée.

Aussi, il a été entrepris le renforcement du dispositif de sécurisation des recettes à travers une généralisation du paiement en ligne des droits et taxes et la création de nouvelles applications informatiques. Une attention particulière a été aussi accordée aux ressources humaines, au infrastructures et aux équipements. On peut citer notamment, la construction et la réhabilitation des infrastructures, la dotation des unités douanières en moyens de transport (100 motos, 50 véhicules et des ordinateurs). Des brigades ont été aussi dotées en moyens de contrôle et de lutte contre la fraude (4 vedettes et 5 scanners mobiles).

Ces actions entreprises par les Douanes ont eu un impact réel sur la gestion des ressources dont l'accroissement et la sécurisation des recettes douanières. Par exemple, il y a le ratio par lfr qui passe de 89,50% en



Général de Brigade Cheick Gadiri Condé, Directeur général de Douanes.

2022, à 124,60% en 2024. Entre janvier et septembre 2025, celui-ci a déjà atteint les 111,91%. La Dgd note aussi une réduction substantielle de la fraude en douane grâce à la saisie d'importantes quantités de marchandises ainsi que la facilitation du passage en douane des personnes et des biens.

Une attention a été accordée au renforcement de la coopération entre la Direction générale des douanes (Dgd) et les structures relevant de ses compétences au ni-

veau déconcentré dans les régions et à l'international.

Achever les actions en cours

Se projetant dans le futur, la Direction générale des douanes compteachever les réformes en cours notamment l'achèvement des infrastructures, le renforcement des capacités opérationnel des unités à travers la formation, la modernisation des



équipements et des infrastructures dont certaines sont en vétusté avancée. Il s'agira également de renforcer la digitalisation à travers une interconnexion des unités douanières de l'intérieur notamment les bureaux un peu partout sur l'étendue du pays. Conformément aux orientations des autorités étatiques, la Direction générale des douanes compte également consolider la sécurisation des recettes douanières en mettant un accent particulier sur la digitalisation, la dématérialisation complète du paiement des droits et taxes.

Ces mesures, selon les responsables de l'institution, vont contribuer à lutter davantage contre la fraude notamment la contrebande par la réforme des unités de surveillance. Il s'agit également de poursuivre l'amélioration de la gouvernance à travers la communication interne et externe ainsi que le contrôle et l'audit interne tout comme la prise en compte de la problématique Genre et équité dans l'occupation des postes de décisions.

Abdou Rahman DABO

La Dgd note aussi une réduction substantielle de la fraude en douane grâce à la saisie d'importantes quantités de marchandises ainsi que la facilitation du passage en douane des personnes et des biens.



MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Des résultats tangibles qui augurent de bonnes perspectives pour le pays



Sous le magistère du Ministre Mourana SOUMAH, une gouvernance novatrice, rigoureuse et vertueuse axée sur les résultats a été instaurée dans la conduite des politiques publiques en matière de finances publiques et de l'économie. Cette approche de gestion efficace et efficiente gravite autour

d'une stratégie structurée, alliant une motivation et une responsabilisation des hommes et un management pragmatique des équipes pour obtenir des résultats probants et des performances salutaires. Les résultats sont éloquents et illustratifs d'une économie résiliente, des finances publiques

solides, expressions des efforts louables fournis et des réformes d'envergures engagées par le Ministre de l'Economie et des Finances, Mourana Soumah et son équipe, sous le leadership du Chef de l'Etat, Général Mamadi Doumbouya et sous la coordination du Premier Ministre, Amadou Oury BAH.



Stabilité macroéconomique, Gestion vertueuse des finances publiques, Première notation inaugurale pays en B+ avec perspectives Stable

- Première notation inaugurale pays depuis son indépendance (en 1958) par le cabinet américain Standard and Poor's, en B+ avec perspectives Stable
- Un taux de croissance du PIB de 6,9 % en 2025.
- Une Inflation maîtrisée : 3,5 % en 2025, sous le seuil de convergence CEDEAO (5 %).
- Des réserves de changes qui se consolident
- Un Taux d'endettement maîtrisé : 29 % après rebasage
- Balance commerciale excédentaire.
- Mise en œuvre de la Stratégie d'endettement à moyen terme prudente et responsable (SDMT).
- La Guinée classée 1ère pour la 2eme fois, en tant que pays réformateur dans sa zone d'opération par la Banque mondiale.

Une Mobilisation accrue des ressources et une qualification des dépenses

- 1 200 milliards GNF de recettes non fiscales mobilisées.
- Mobilisation et utilisation efficace et judicieuse de l'épargne interne en tant qu'instrument sain de financement des investissements structurants et des projets impactant à travers :
- 1er Appel Public à l'Epargne (APE) de 2 000 milliards GNF : 800 milliards déjà

souscrits en 2024

- 2 eme Appel Public à l'Epargne (APE) pour 1 500 milliards de GNF en novembre/décembre 2025
- 4 364 milliards GNF levés via les ODT.
- Une Invitation des Sociétés et entités Publiques à respecter les textes de loi et actes réglementaires en vigueur pour le payement à date, des dividendes à l'Etat
- Le Paiement de 200,5 milliards GNF au titre de la dette intérieure.
- Une exécution rigoureuse du budget avec un payement régulier des salaires, financement des investissements, règlement graduelle de la dette intérieure.

Focus sur la Formation et de Renforcement des capacités et promotion du Genre

- Lancement en novembre 2025 du Programme cadre de Renforcement des capacités du Ministère de l'Economie et des Finances (PCRC MEF) appuyé par le PNUD et d'autres Partenaires Techniques et Financiers (2025-2027)
- Plus de 1 500 cadres formés (160 passeurs de marchés, 200 contrôleurs financiers) à Conakry, à Kindia et à Kankan.
- Formation et renforcement des capacités d'une masse critique d'agents et de hauts cadres du corps de contrôle, au niveau de l'Inspection Générale des Finances
- Formation et remise à niveau, de jeunes cadres dans des Ecoles et Instituts de référence : ENFIP, ENAREF, INSP, CERDI, etc.

- Développement et Modernisation du Centre de Formation en Finances Publiques et de ses curricula ; établissement de partenariats avec d'autres structures, institutions et de centres d'études et de formations académiques et professionnels
- Promotion du Genre et de l'Equité : Prise en compte de la dimension Genre dans la gouvernance du département, désignation des points focaux, équipements et appui à l'organisation d'évènement et d'ateliers de formations.

Dynamisation des structures, modernisation et digitalisation des outils, instruments de travail et de gestion des services et directions.

- Déploiement des Plateformes de digitalisation: Trésor Pay, SCIE, SYGADE, SYSOP, E-Procurement. SIGPIP ...
- Lancement de la révision du décret sur l'IGF.
- Publication du Décret N°176 renforçant le Cadre légal et le suivi rapproché des investissements publics
- Adoption des guides PPP, des référentiels et autres outils de modélisation et d'études prospectives (MEGC).
- En projet de réforme, l'érection de la Direction Nationale de la Dette en Direction Générale de Financements pour faire face aux enjeux, défis et perspectives induits par le marché des capitaux et les métiers innovants dans le secteur financier des capitaux
- Des avancées structurelles et opérationnelles dans la prise en compte de l'approche Budget Programme dans la programmation et la gestion des ressources allouées

Développement et Renforcement du Partenariat stratégique avec les PTFs

- Discussions avancées avec le FMI dans la Co construction, pour la conclusion prochaine d'un Programme Économique et Financier en faveur de la Guinée
- Discussions avancées avec le groupe de la Banque Mondiale pour finaliser le Cadre Stratégique pays 2025-2030, aligné sur le programme Simandou pour créer des emplois décents et durables



- Appui du groupe de la Banque mondiale en faveur de la Guinée, pour le projet AgriConnect (100 millions de dollars USD)
- Initiative conjointe Banque Mondiale et BAD M300 en faveur de la Guinée pour l'accès universel à l'électricité
- Un Accord-cadre Guinée BID de 660 millions USD (2025–2027) signé à Ryad.
- Mobilisation auprès de la Banque Mondiale de plus de 200 millions de dollars US pour le secteur de l'eau et de l'assainissement en Guinée
- Approbation par le CA de la Banque Mondiale d'une enveloppe de 132 millions de dollars US en faveur du secteur de l'électricité en Guinée
- Mobilisation d'une enveloppe de 128

millions de dollars US en faveur du secteur de la Peche et de l'Aquaculture (AFD, Banque Mondiale)

- 32 millions de dollars US alloués par le Groupe de la BAD à la Guinée pour appuyer le secteur agricole avec la chaîne de valeur agricole durable, autour des zones de transformation agro-industrielle de Boké et de Kankan
- Mobilisation des ressources au compte de l'appui d'urgence du FMI, suite à l'incendie du dépôt d'hydrocarbure de Kaloum: 71 millions USD (FMI) et 50 millions USD (BM).
- Relance et dynamisation du dialogue pays avec les principaux partenaires techniques et financiers du pays (FMI, Banque Mondiale, Banque Africaine de

Développement, Banque Islamique de Développement, BADEA, Fonds Arabes, UE, UKEF, AFD, AFREXIMBANK, BDCI

- Mobilisation et disponibilisation de 500 millions de dollars US d'AFREXIMBANK en appui au secteur privé guinéen et pour le financement des infrastructures en Guinée
- Projet de Partenariat en PPP avec le Groupe AFRICA REN Opérations pour la réalisation de 2 centrales solaires à Lisan et à Boké
- Une enveloppe globale de 1,08 milliards USD mobilisés en 2024.

Amélioration de la gestion et du suivi des Investissements publics et dans la mise en œuvre des projets structurants



- Implication active dans les travaux du Comité stratégique Simandou pour appuyer la mise en production du méga projet minier, Simandou doté d'un CAPEX de 20 milliards de dollars USD.
- Contribution à l'élaboration du Programme Stratégique de Développement Socio-économique "SIMANDOU 2040" comportant, 122 projets catalyseurs, 36 réformes, 12 secteurs pour un Plan de financement de 250 à 300 milliards de dollars USD
- De gros chantiers démarrés: 12 projets d'infrastructures lancés au compte du MEF: un taux d'exécution à 63 %. (Hôtels



de Finances, Trésoreries préfectorales et régionales, blocs administratifs équipés et meublés pour des Directions du MEF à Conakry

- Un Suivi rapproché des 44 projets prioritaires Présidentielles dans le PIP 2023-2025.
- Un paquet de 8 conventions PPP signées en lien avec le méga projet Simandou, des projets d'infrastructures, l'imprimerie de l'Etat et autre Trésor.
- Taux moyen d'exécution des projets d'investissements publics : 78 %.

Suivi-évaluation, reddition de compte et meilleur outil de Gouvernance et de transparence mis en place

- Mise en Place d'une TASK FORCE pour mobiliser, stabiliser, harmoniser et disponibiliser à temps, les informations statistiques de finances publiques et autres données macro économiques,
- Généralisation des outils digitaux : SCIE, T24, SICOP, SYGADE, SICOF, SYSOP, SYDONIA, Tableau De Bord.
- Signature des contrats de performance avec les Directions et UGP, et organisation de revues semestrielles des contrats de performances.
- Meilleure gouvernance des entités fi-

gurant dans le patrimoine Public de l'Etat : 78 % des sociétés publiques dotées de conseils d'administration.

- Premiers rapports d'évaluation produits (CPIA : score 3,4).
- Finalisation des écritures et clôture des exercices 2022, 2023 et 2024 des Comptes de gestion et le Compte Général de l'administration sur la plate-forme numérique, le Système Comptable Intégré de l'Etat (SCIE)
- Leader et porteur d'un projet innovant, de création d'un écosystème d'investissement pour soutenir les emplois jeunes en Guinée

Un repositionnement de la Guinée, un rayonnement du pays au niveau régional et international/ Diplomatie Économique avec une grande Visibilité

- Participation à la 51 Session Ordinaire du Conseil des Ministres de l'organisation pour la mise en Valeur du Fleuve Gambie à Conakry novemnre 2025
- Conduite avec maestria de la mission Gouvernementale aux Assemblées Annuelles du FMI et de la banque Mondiale à Washington DC en Octobre 2025

- Conduite des travaux et des échanges lors de la rencontre des hommes d'affaires, opérateurs économiques et capitaines d'industries, Americains et Guinéens à la Chambre de Commerce des Etats Unis à Washington DC, en octobre 2025
- Participation à cérémonie de d'investiture du Nouveau President d'AFREXIMBANK, Georges Elombi, au Caire en Egypte (octobre 2025)
- Participation à la 4 -ème conférence Internationale sur le financement du développement à Seville (Espagne)
- Participation aux Assemblées Annuelles du groupe de la BAD à Abidjan avec l'élection du nouveau Président Sidy Ould TAH (mai 2025)
- Rencontres stratégiques avec les responsables du Fonds de Solidarité Africain (FSA), d'ALSF, d'Afreximbank.de UK,
- Participation à la Réunion stratégiques à Istanbul et à Ankara avec Partenaires Turcs sur la desserte en énergie et le financement des infrastructure.
- Forte présence médiatique: interventions sur les médias locaux ainsi que des sorties remarquées sur des chaînes panafricaines telles que AFRICA 24 TV et VOX AFRICA TV assorties d'interviews et d'entretiens ponctuels avec la presse internationale.

SITUATION MACROÉCONOMIQUE EN GUINÉE

Une croissance à deux chiffres projetée en 2026

Au plan macroéconomique, la Guinée a enregistré ces dernières années de belles performances. En 2026, une croissance à deux chiffres est projetée. Elle sera portée par des réformes en matière de gestion fiscale et budgétaire mais également par des impacts économiques et sociaux considérables de « Simandou 2040 ».



En Guinée, avec un taux de croissance du Produit intérieur brut (Pib) projeté à deux chiffres pour 2026, l'économie nationale affiche une dynamique particulièrement soutenue, portée à la fois par la relance des investissements, la bonne tenue des secteurs productifs et l'amélioration de la gouvernance économique. Cette performance macroéconomique est surtout favorisée par une mobilisation accrue des ressources internes, rendue pos-

sible par les réformes structurelles engagées par le Ministère du Budget, notamment la digitalisation des procédures de collecte des recettes fiscales et l'optimisation des dépenses publiques.

Ces transformations ont été conduites sous l'impulsion du ministre Facinet Sylla, grâce au leadership et à la vision du Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya. Ainsi, le principal constat est que depuis le 5 septembre 2021, les actions

menées ont permis un doublement des recettes fiscales, atteignant un niveau sans précédent, passant de 18.859 milliards de francs guinéens en 2021 à 39.768 milliards en 2025. Cette dynamique a surtout renforcé la souveraineté économique nationale, en donnant à l'État les moyens de financer ses priorités sans dépendre excessivement des financements extérieurs. Ces performances ont également permis de financer, sur ressources internes,

en 2025, le Programme national de recensement à vocation d'état civil (Pn-Ravec) ; le Recensement général de la population et de l'habitation (Rgph) ; le scrutin référendaire du 21 septembre. Sans oublier l'indemnisation des victimes des événements du 28 septembre 2009 ; l'organisation des élections présidentielles prévues en fin d'année ; et la mise en œuvre de la couverture sanitaire des agents de l'État, actifs et retraités, avec une prise en charge effective des 18 % correspondant à la part contributive de l'État. L'autre initiative majeure qui entre dans ce lot, est une augmentation salariale de 35 %, assortie de primes de fonction significatives.

Poursuivre les réformes fiscales et budgétaires

Malgré les performances enregistrées, la Guinée compte, dans un contexte de forte pression sur les ressources publiques, poursuivre les réformes afin de garantir une gestion efficace, transparente et performante des finances publiques. Parmi les principales réformes figurent la mise en œuvre de Safig 2 à la Direction générale des Impôts ; le déploiement du système Sydonia à la Direction générale des Douanes ; l'intégration obligatoire de la plateforme du Guichet unique du commerce extérieur (Guceg) pour tous les paiements liés aux importations, y compris aux postes frontaliers. Il est également prévu le déploiement de l'application Sonoyah – Chaîne d'exécution du budget des Services déconcentrés, permettant aux gouverneurs et préfets d'exécuter directement leurs budgets ; la promotion du genre, illustrée par la nomination de la première femme Directrice générale des Impôts ; ainsi que la tenue régulière des conférences budgétaires et le dépôt des Lois de règlement pour les exercices 2019 à 2023, une avancée majeure en matière de redevabilité. Ce qui fait qu'à partir de l'exercice 2026, la Guinée amorce le passage du budget de moyens au budget-programme, à l'instar de plusieurs pays de l'espace Uemoa. Cette réforme vise à orienter l'action publique vers la performance et l'atteinte de résultats mesurables. Avec ce schème, les crédits budgétaires seront désormais structurés autour de programmes de développement assortis d'objectifs précis et d'indicateurs de performance. Ainsi, les programmes alignés sur la vision « Simandou 2040 » constitueront le socle de la planification budgétaire nationale.

Abdou Rahman DABO



Facinet Sylla,
ministre du Budget



POUR UNE MIGRATION REUSSIE VERS
LE « BUDGET PROGRAMME »



Les perspectives d'une croissance portée par le projet Simandou

Avec l'entrée en exploitation du projet Simandou, la Guinée s'oriente vers un accroissement considérable de ses recettes fiscales. Afin d'en garantir une gestion responsable, un fonds souverain est en cours de mise en place pour orienter ces ressources vers l'agriculture ; le capital humain ; les infrastructures ; l'industrie manufacturière. Ainsi, avec le programme majeur « Simandou 2040 », la priorité est de transformer la richesse minière en richesse durable, grâce à une gestion prudente et intergénérationnelle des revenus.

R. DABO

MAMADOU BIRO DIALLO,
DIRECTEUR GENERAL DU PORT AUTONOME DE CONAKRY

« Nos résultats sont concrets »

Le Port autonome de Conakry a enregistré une hausse de ses performances au point de figurer parmi les premiers ports ouest-africains en productivité. Dans cette interview, le Dg fait un état des lieux, la stratégie ayant abouti à cette performance, non sans oublier les perspectives.



Depuis votre arrivée, le Port autonome de Conakry a enregistré une hausse de ses performances et figure parmi les premiers ports ouest-africains en productivité. Pouvez-vous dresser un bilan chiffré de cette évolution et des réformes majeures mises en place pour renforcer la compétitivité du port ?

Merci pour cette opportunité. Depuis que je suis à la tête du Port Autonome de Conakry, nous avons enregistré des avancées notables sur plusieurs plans liés à la performance. Cette réussite ne dépend pas d'une seule personne, mais d'une équipe entière qui a su travailler de manière collégiale. La première étape a été d'aligner l'équipe interne du port pour que chacun comprenne son rôle vis-à-vis des concessionnaires. Ensuite, nous avons revu les conventions, point par point, pour en assurer une application rigoureuse. Nous avons aussi collaboré étroitement avec les concessionnaires principaux, notamment Conakry Terminal et Alport, pour accélérer les investissements et concrétiser les engagements pris.

Du côté de Conakry Terminal, nous avons réussi à ramener des investissements prévus sur trois ans, d'un montant d'environ 260 millions de dollars, pour la construction d'un nouveau quai, le remblayage de six hectares afin de créer un terre-plein, ainsi que l'installation de nouveaux équipements tels que des portiques et des grues RTG. Ces travaux sont déjà bien avancés. Chez Alport, les efforts portent sur la construction de nouveaux quais, le dragage, l'éclairage du port et la finalisation de la contournante. Cette dernière, désormais opérationnelle, peut accueillir jusqu'à 1.200 camions dans un parking moderne directement relié au port. Ces aménagements ont contribué à fluidifier le trafic et à réduire le temps d'attente des transporteurs.

Nous avons aussi acquis d'autres équipements de parc à conteneurs où il fallait mettre des RTG et deux autres portiques pour décharger les bateaux. Donc, ça, c'est en cours et on les suit de près. On est déjà un an dans cette activité et je crois que dans deux ans, on aura fini toutes ces dépenses et le port aura pleinement bénéficié de ces investissements à travers nos partenaires. Alport devait construire des quais, faire le dragage, éclairer le port et finir la contournante. Je dirais qu'une grande partie de ces activités sont faites. Nous avons terminé la contournante et le parking. Aujourd'hui, nous avons une capacité de 1.200 camions qui peuvent se garer. Nous avons



réussi à mettre tous ces camions ou ces activités en marche pour finaliser la construction de ce parking qui est aujourd'hui utilisé par le port ainsi que la contournante qui relie justement ce parking au port lui-même et aux sorties.

D'autres quais sont en construction présentement. Certains sont déjà terminés. Nous avançons avec eux, nous les suivons de près, car ces activités sont quotidiennes et nécessitent un suivi permanent. Ils sont engagés, mais il faut l'autorité pour recadrer les choses, fixer les priorités et rediriger les activités pour que le résultat soit bien défini. Tout cet ensemble est collégial : chacun a joué son rôle. Nous nous retrouvons, aujourd'hui, dans la situation souhaitée : cela fait trois ans de suite que nous sommes classés premier port de l'Afrique de l'Ouest. Nous cherchons maintenant à nous maintenir à ce niveau.

La gestion d'un port qui concentre près de 90 % des échanges commerciaux de la Guinée n'est pas sans contraintes. Quels ont été les principaux défis (logistiques, financiers, infrastructurels ou institutionnels) auxquels vous avez été confronté, et quelles solutions avez-vous mises en œuvre pour y répondre ?

Les défis existent, bien sûr. Nous n'avons plus d'espace, car le port de Conakry est un port colonial, construit bien avant l'indépendance. La ville a grandi autour du port, avec des constructions de part et d'autre, si bien qu'il est aujourd'hui très difficile d'envisager une expansion. De plus,

Conakry est une presqu'île, avec une seule entrée et une seule sortie : tout le monde passe par la même voie. Côté infrastructures, nous avons des difficultés pour assurer la fluidité des camions qui entrent et sortent du port. Ces problèmes relèvent, en partie, de nous mais aussi d'autres acteurs, car nous ne construisons pas toutes les routes. Nous travaillons donc en étroite collaboration avec les autres ministères pour exprimer ces besoins et voir comment accélérer les investissements afin que nos camions puissent circuler sans trop impacter les populations riveraines.

Nos résultats sont concrets. Nos cadences de manutention ont beaucoup évolué. Nous arrivons aujourd'hui à traiter plus de 60 conteneurs à l'heure. Du côté conventionnel, les navires qui étaient déchargés en 15 à 17 jours le sont désormais en trois à quatre jours seulement. Ces progrès sont dus aux nouveaux équipements, notamment les grues sur terre-plein, qui augmentent la cadence de déchargement.

Vous avez lancé des chantiers majeurs, notamment la construction du nouveau quai Est de 400 mètres permettant d'accueillir sept navires simultanément, l'acquisition de grues modernes, ainsi que l'exploitation du port en continu 24h/24. Quels impacts concrets attendez-vous de ces projets sur le positionnement régional du port et sur l'économie guinéenne ?

L'acquisition de grues modernes et l'exploitation du port 24 heures sur 24 renforcent notre positionnement. Ces investisse-

ments visent à améliorer la cadence, car plus un navire est déchargé rapidement, plus le quai se libère pour un autre navire. La fluidité des opérations est primordiale dans la vie d'un port. Malgré ces avancées, certains obstacles persistent, notamment la coordination entre les acteurs et la question de la maintenance. Pour y faire face, nous avons mis en place la communauté portuaire, qui réunit tous les acteurs impliqués dans les activités du port. Cette approche, inspirée des expériences réussies des ports d'Abidjan et de Tema, permet de résoudre collectivement les problèmes.

Chaque acteur y expose ses difficultés, et ensemble, nous trouvons des solutions. Cela nous a permis de gagner en efficacité et en communication. Souvent, il ne s'agissait que d'un manque d'échanges. Aujourd'hui, ces discussions permettent d'éviter les malentendus et d'améliorer considérablement la performance globale du port. L'interland est également un marché essentiel pour nous. Il s'agit d'abord de desservir l'intérieur du pays - Kankan, N'Zérékoré, etc. - mais aussi nos voisins comme le Mali et le Burkina Faso. À court terme, il fallait d'abord rétablir la confiance et prouver que le port dispose des capacités nécessaires pour répondre à leurs besoins.

Malgré ces avancées, certains obstacles subsistent : fluidité des accès, maintenance, coordination des acteurs, adaptation aux standards environnementaux. Quels sont aujourd'hui les principaux verrous opérationnels à lever et comment comptez-vous y parvenir pour assurer la continuité des performances ?

L'un des grands défis était la route. Aujourd'hui, la route Conakry-Bamako est entièrement bitumée, ce qui a réduit la durée du trajet. En effet, un voyage qui prenait deux à trois jours se fait désormais en un jour ou un jour et demi. C'est une grande avancée. Cependant, certaines zones restent difficiles, et nos voisins doivent s'adapter à nos conditions routières. À long terme, la solution passe par le chemin de fer. Le projet Simandou, avec sa vision 2040, est une opportunité majeure. Nous espérons pouvoir nous brancher à ce réseau pour créer une liaison ferroviaire Conakry-Mamou ou Conakry-Kankan. Cela permettrait de transporter les marchandises jusqu'à des hubs régionaux et de réduire considérablement les distances et les coûts pour les partenaires de l'intérieur du pays et de la sous-région. Cette interconnexion logistique du hub au port assurerait éga-



« Cela fait trois ans de suite que nous sommes classés premier port de l'Afrique de l'Ouest. Nous cherchons maintenant à nous maintenir à ce niveau. »

lement une plus grande sécurité des flux commerciaux. C'est la solution ultime que nous visons, même si elle nécessite une forte coordination entre le ministère des Transports et les autres acteurs impliqués.

Avec l'extension prévue des infrastructures et l'intégration aux corridors régionaux (Mali, Burkina Faso, Niger), quelle est votre vision à moyen et long termes pour faire du Port de Conakry un hub portuaire incontournable en Afrique de l'Ouest et l'aligner sur les exigences du commerce mondial ?

La Guinée occupe aujourd'hui la première vice-présidence de l'Association de gestion des ports de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (Agpaoc). Nous sommes membres actifs et permanents de cette organisation. L'un des principaux avantages de cette adhésion, c'est le partage d'expériences. Nous réalisons que les défis sont souvent les mêmes : manque d'espace, engorgement, difficultés d'accès. Les ports africains ont tous été construits à une époque où la

planification urbaine était limitée. Aujourd'hui, ils se retrouvent engorgés, coincés entre la mer et la ville. Grâce à l'Agpaoc, nous échangeons des solutions, apprenons les uns des autres et partageons les bonnes pratiques.

Autrefois, les ports africains se voyaient comme des concurrents. Aujourd'hui, cette mentalité a évolué. Nous restons compétitifs, mais dans un esprit de coopération. Si une expérience réussie ailleurs peut nous inspirer, nous n'hésitons pas à la reproduire, et inversement. Nous recevons régulièrement des délégations venues d'autres ports africains, et nous aussi, nous envoyons nos équipes apprendre sur place. C'est un échange constructif dans le cadre plus large de la Zlecaf, la Zone de libre-échange continentale africaine.

En vous appuyant sur votre parcours international et votre expérience à la tête du PAC, quel message ou quels conseils souhaiteriez-vous adresser à la jeunesse guinéenne et africaine qui aspire à occuper demain des responsabilités dans le secteur portuaire et logistique ?

A l'attention de la jeunesse guinéenne et africaine, je dirais qu'il faut d'abord maîtriser ce qu'on fait. Il faut apprendre, observer, ne pas se précipiter. Beaucoup de jeunes veulent gravir les échelons trop vite, mais la réussite demande de la patience et de la discipline. Je leur conseillerais également d'aimer leur pays. Le patriotisme est une force essentielle. La Guinée est un pays riche en potentiel, et c'est à la jeunesse d'en construire l'avenir, pierre après pierre. Comme pour une maison, on commence par la fondation avant d'atteindre le toit.

Propos recueillis par Abdou Rahman DABO

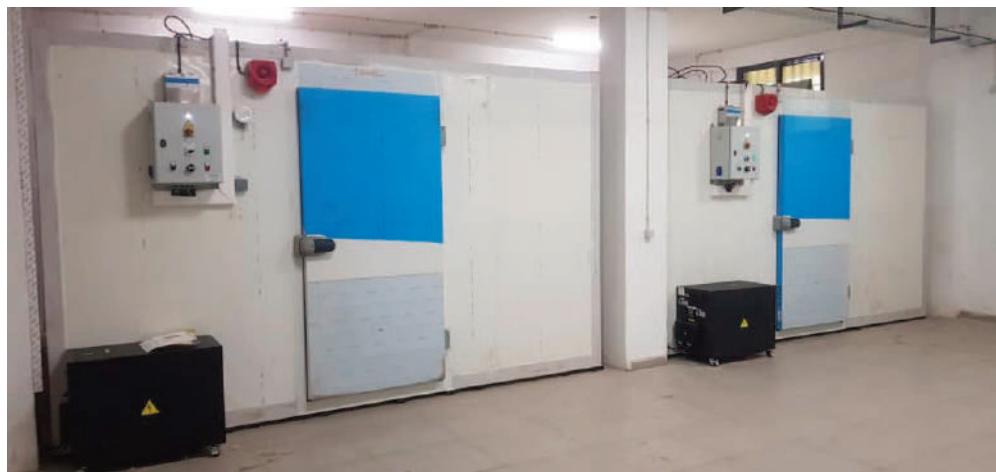
SYSTEME DE SANTE GUINEEN

Une véritable révolution en un temps record

Le bilan du ministère de la Santé et de l'Hygiène publique sous le magistère du Dr Oumar Diouhé Bah fait ressortir des acquis notables posant les jalons d'une refondation dans le secteur de la santé.

Une transformation historique. C'est ce que le Comité national du redressement pour le développement (Cnrd) a insufflé au secteur de la santé en Guinée, le tout sous la « conduite éclairée » du Président Mamadi Doumbouya et le dynamisme du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Oumar Diouhé Bah. En effet, le secteur de la santé en Guinée a connu une « véritable révolution en un temps record ». Car, la Guinée est en train de se doter d'un « système de santé plus juste, résilient et souverain ». Une volonté non fortuite parce qu'inscrite au cœur de la stratégie nationale développement pro-née par le Chef de l'État à travers le Programme « Simandou 2040 » qui fait de la santé « un investissement essentiel et un facteur indispensable à la réussite économique nationale ».

S'inscrivant en droite ligne des orientations du Président de la République à travers la lettre de mission reçue des mains du Premier ministre, Chef du Gouvernement, le Ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Oumar Diouhé Bah a bâti sa gestion sur plusieurs axes stratégiques. Il s'agit d'abord de la « Justice sociale au bénéfice de la santé et de la dignité retrouvée ». Ainsi, l'accès aux soins de santé est devenue une priorité absolue, éliminant les barrières financières là où la vie est enjeu. L'on note alors la gratuité de la césarienne et l'équité maternelle. La gratuité de la césarienne est renforcée par la mise à disposition de l'ensemble des structures sanitaires du pays des kits d'accouchement pour soulager la souffrance des femmes. La Guinée protège désormais ses mères et ses nouveau-nés. Il y a également la distribution des produits de santé au dernier Kilomètre. Un travail assuré par la Pharmacie centrale de Guinée (Pcg), garantissent



que les produits de santé essentiels arrivent désormais depuis la capitale jusqu'au derniers kilomètre. Fini les ruptures et les spéculations dans les zones reculées.

Souveraineté et Résilience

Ensuite, le Dr Bah travaille pour la Souveraineté et Résilience en faveur d'une Guinée protégée. Dès lors, pour faire face aux défis sanitaires mondiaux et garantir l'autonomie du pays, des initiatives stratégiques ont été lancées, comme l'Indépendance vaccinale (la Guinée a rejoint l'Initiative pour l'Indépendance vaccinale, un choix stratégique qui renforce la souveraineté sanitaire du pays, en sécurisant l'approvisionnement en vaccins et en ouvrant la voie à la capacité de production locale), la lutte sans merci contre les faux médicaments (une croisade ayant permis d'assainir le secteur, de protéger la santé publique et de garantir l'efficacité des traitements). Enfin, le pays travaille à la Modernisation et à des Investissements historiques, en se dotant d'infrastructures de pointe, essentielles à la spécialisation des soins et à la gestion des crises. Aussi, tirant les leçons des crises passées, des Centrales d'Oxygène sont-elle construites et mises en service dans les grands hôpitaux du pays, plusieurs Centres de santé améliorées (Csa) et des Centres médicaux communaux (Cmc) sont construits à travers tout le pays élargit l'offre de soins de proximité. Et puis, l'effort se concentre sur des Soins spécialisés accessibles avec l'achèvement et l'équipement des Centres d'hémodialyse et la réalisation des hôpitaux régionaux.

Au vu de tous ces efforts, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, bras armé du Gouvernement dans le secteur de la santé, Dr Oumar Diouhé Bah rend hommage au Président de la République, SEM Mamadi Doumbouya et au Premier ministre, SEM Amadou Oury Bah pour les innombrables transformations que connaît la pyramide sanitaire du pays. Pour lui, c'est le signe d'une « volonté politique forte et inébranlable » de placer la santé au sommet des priorités, bâtissant un héritage de bien-être pour les générations futures, conformément à l'ambition du Programme Simandou 2040.

Abdou Rahman DABO



L'INSPECTION GENERALE DE LA SANTE

Le respect des lois et règlements en matière de santé comme sacerdoce

Service d'appui au niveau hiérarchique équivalent à celui d'une Direction nationale de l'Administration centrale, l'Inspection générale de la santé et de l'hygiène publique (Igs) de La Guinée a pour mission principale de veiller au respect des lois et règlements relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services du système de santé.

Durant les deux dernières années, sous le leadership du ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le Dr Diouhé Bah, l'Igs a mené plusieurs missions dans divers domaines du système de santé. Notamment le renforcement de la gouvernance des hôpitaux publics à travers l'assainissement et la normalisation de la gestion des ressources financières ; l'identification et la fermeture des points de vente illicites de médicaments et des cliniques clandestines et des inspections, contrôles et investigations sur instruction du ministre, à la suite d'incidents signalés, rapportés ou médiatisés. Entre autres actions de l'Igs, on note le contrôle de l'utilisation des subventions des hôpitaux publics. Ainsi, une mission de contrôle a été effectuée sur les subventions allouées par l'Etat pour l'exercice 2023 et les recettes propres mobilisées en 2024 (situation arrêtée au 31 mai 2024 au niveau des 8 hôpitaux régionaux, 26 hôpitaux préfectoraux, des Chu et Ignace Deen et des Centres médicaux communaux de Conakry.

De multiples défaillances

Lors de ce contrôle, l'Igs a remarqué des « défaillances majeures » dans les organes de gouvernance et les pools financiers. En effet, des « écarts non justifiés d'un montant de 19.628.801.785 GNF ont été relevés, poussant le ministère à saisir l'Agent judiciaire de l'Etat afin que les montants concernés soient reversés au Trésor public », souligne, dans une note synthétique, le Dr Aly Badara Camara, Inspecteur général du Msph. Un audit de conformité des unités de gestion des projets (Uagcp/mshp, Bid, Bm) a concerné l'Unité d'appui à la gestion et à la coordination des projets ainsi que les Unités de gestion des projets financés par la Banque islamique de développement (Bid) et la Banque mondiale (Bm). Ici également, il a été noté « des dysfonctionnements des comités de pilotage, des acquisitions d'envergure dont la pertinence est discutable, des paiements directs sans mécanismes adéquats de suivi-évaluation, des retards importants dans la livraison des chantiers et des procédures de passation de marchés non alignées sur la législation nationale », fait remarquer le Dr Camara. L'Igs a également mené, sous la coordination du Comité technique national de lutte contre les pratiques médicales et paramédicales illégales, « une vaste opération d'assainissement à Conakry de janvier à juin 2025. Résultats : 232 struc-



tures visitées (pharmacies, cliniques, cabinets) dans les communes de Kaloum, Dixinn et Matam, 127 autres illégales ou non conformes fermées et les contrevenants traduits devant les autorités compétentes. Selon l'Igs, les opérations se poursuivront dans les autres communes de Conakry ainsi que dans les régions et préfectures de l'intérieur du pays », affirme l'Inspecteur général Camara.

Lutte contre les points de vente illicites de médicaments...

En outre, après un examen des contrats de digitalisation des hôpitaux publics, l'état ces lieux a révélé « d'importantes anomalies », selon le Dr Camara. Il s'agit de « solutions numériques non interconnectées et non interopérables avec le Dhis2, des contrats de digitalisation signés par les structures sans conformité juridique, la mise en place de modèles de type de Construction-Exploitation-Transfert juridiquement irréguliers et le prélèvement mensuel illégal de 10 % des recettes hospitalières reversées aux prestataires ». A cet effet, des mesures ont été prises, à en croire l'Inspecteur général Camara. Notamment la « suspension immédiate des paiements irréguliers, une mission d'inspection complémentaire et l'orientation vers un modèle de digitalisation conforme aux standards techniques nationaux et internationaux ».

Abdou Rahman DABO

CHU DONKA

Le label de la refondation du système de santé guinéen

Le système de santé de la Guinée est en pleine mutation. En témoigne le saut important fait par le Chu Donka. En effet, après sept ans de rénovation, l'Hôpital national Donka a été rouvert depuis le 17 août 2022, devenant la plus importante structure de santé en Guinée. Avec son nouveau statut de gestion déléguée, l'Institution connaît aujourd'hui des transformations profondes et significatives sous la gestion de la Concession canadienne. À l'issue de trois années de gestion, un bilan positif émerge, marqué par des réalisations notables et des réformes stratégiques alignées sur les besoins de la population et les normes internationales de qualité.



Le Chu Donka est la preuve de la refondation du système de santé prônée par le Président de la République, Mamadi Doumbouya. Les autorités de la Transition ont voulu donner une place de choix à cette infrastructure hospitalière. Ainsi, l'une des premières initiatives entreprises a été la réorganisation des services de l'hôpital en vue de mettre en place un cadre de gouvernance efficace et efficiente. De nou-

velles entités stratégiques et opérationnelles telles que le Comité des chefs de service, le Comité médical consultatif, la Direction des soins infirmiers, le Comité de blocs, le Service de communication, le Comité de prévention et de contrôle des infections ont été mises en place pour fluidifier la gestion de l'Hôpital. Une réelle et totale dichotomie est faite entre les fonctions de soins et de gestion. Cette restructuration a été guidée

par une évaluation rigoureuse des besoins de la population, permettant ainsi une meilleure répartition des ressources et une amélioration des services de soins. En parallèle, un système d'information hospitalier ainsi qu'un système de gestion financière transparent ont été mis en place, garantissant un dossier patient électronique efficace, une traçabilité et une utilisation optimale des ressources.

Formation du personnel et modernisation des installations

Le renforcement des capacités du personnel et l'amélioration des infrastructures ont constitué l'un des objectifs majeurs de la concession. Durant trois ans, Netsen Group et ses partenaires ont mobilisé une centaine d'experts internationaux pour former et perfectionner le personnel médical et paramédical, assurant ainsi l'adoption des meilleures pratiques de soins. Des centaines de formations ont été déployées, avec un accent particulier sur le transfert de compétences afin de pérenniser les acquis. Parallèlement, une convention a été signée pour l'encadrement des stagiaires, des étudiants en formation et des DES de la Faculté des Sciences et Techniques de la Santé, renforçant la mission du Chu Donka centrée sur la formation, les soins spécialisés et la recherche. Ce document encadre les stages des étudiants de l'Uganc au sein du Chu Donka, qu'ils soient en formation initiale, en thèse ou en spécialisation.

L'ensemble de ces initiatives a été complété par la modernisation des installations et équipements, ainsi que par le développement de systèmes de maintenance avancés, notamment la Gestion de la maintenance assistée par ordinateur (Gmao) et la consultation à distance des résultats d'imagerie médicale via le Pacs. Le cadre d'hospitalisation a été complètement transformé, avec la mise à disposition de salles climatisées, la fourniture de linge et des repas aux patients. Aujourd'hui, l'Hôpital national Donka se hisse au rang des hôpitaux du 21e siècle, avec un accent particulier sur la formation continue du personnel. À cela s'ajoutent des missions spécialisées de soins et de formation, notamment la coelioscopie ; la prise en charge du cancer infantile, avec la formation du personnel de l'unité d'oncologie pédiatrique en partenariat avec l'Hôpital Trousseau de Paris ; la réalisation d'implants cochléaires, avec l'appui des partenaires marocains ; les chirurgies complexes, accompagnées de la formation du personnel chirurgical via les missions Noma, Eda, Seconde Chance.

Innovation technologique et partenariats stratégiques

Face à l'évolution rapide des technologies et des besoins de santé, l'hôpital a mis en place un système d'information hospitalier



moderne, facilitant ainsi la gestion des données et la coordination des soins. De plus, des partenariats ont été développés avec des organismes nationaux et internationaux, renforçant la capacité de l'hôpital à répondre aux défis de santé publique. Parmi ceux-ci, nous pouvons citer, entre autres, la Mutuelle des Douanes et le Fonds développement social et de l'indigence (Fdsi), la Banque centrale de la République Guinée, la Caisse nationale de prévoyance sociale (Cnps). A noter que d'autres sont en cours de signature.

Le Chu Donka a également intensifié son engagement communautaire, notamment à travers la création de contenus pour la promotion de la santé et l'organisation de

journées de consultation gratuites pour les populations vulnérables. Car, l'hôpital a mis en place des mesures de soutien pour les indigents et instauré des procédures d'exonération pour la prise en charge médicale des employés et de leurs familles.

Un Hôpital de 21e siècle avec des services

Des primes de performance couplées aux événements de reconnaissance et de valorisation du personnel sont instaurées, créant ainsi un fort sentiment d'appartenance et de motivation pour les employés.

En effet, 26 services d'hospitalisation ont été ouverts. Le service des urgences mé-



dico-chirurgicales a été réaménagé et l'ensemble des services ambulatoires ont été lancés, augmentant ainsi la capacité d'accueil et de traitement de pathologies qui avant, nécessitaient des évacuations sanitaires.

À ce jour, l'Hôpital national Donka dispose l'un des meilleurs plateaux techniques de la sous-région avec :

- Quatorze blocs opératoires de standard international,
- Une salle d'autopsie,
- Six fauteuils dentaires,
- Trois centrales de stérilisations,
- Un laboratoire d'analyse médical avec huit (8) unités d'analyse,
- Six salles d'exploration fonctionnelle,
- Un service d'imagerie médicale de douze salles dont une salle d'IRM de 1.5 tesla, une salle de scanner de 64 barrettes, cinq salles de radiologie conventionnelle et quatre salles d'échographie.
- Une salle de cathétérisme cardiaque

Un recrutement de qualité pour une gouvernance durable

La question des ressources humaines est au cœur de la gouvernance de l'hôpital. Un recrutement massif et de qualité a permis d'embaucher plus de 1.114 employés pour renforcer les différents services de l'hôpital.



Une initiative visant à accompagner l'État dans sa politique d'emploi. Ainsi, de nouveaux postes ont été créés en vue de soutenir la vision de qualification des soins. Il s'agit notamment des Aides-soignants, des Agents administratifs, des Conseillers en soins, des Infirmières de blocs, des Gestionnaires de lits et formateurs locaux. Parallèlement, la concession a soutenu la formation de plusieurs médecins, paramédicaux ainsi que les membres du Conseil administratif du Chu Donka, assurant une gou-

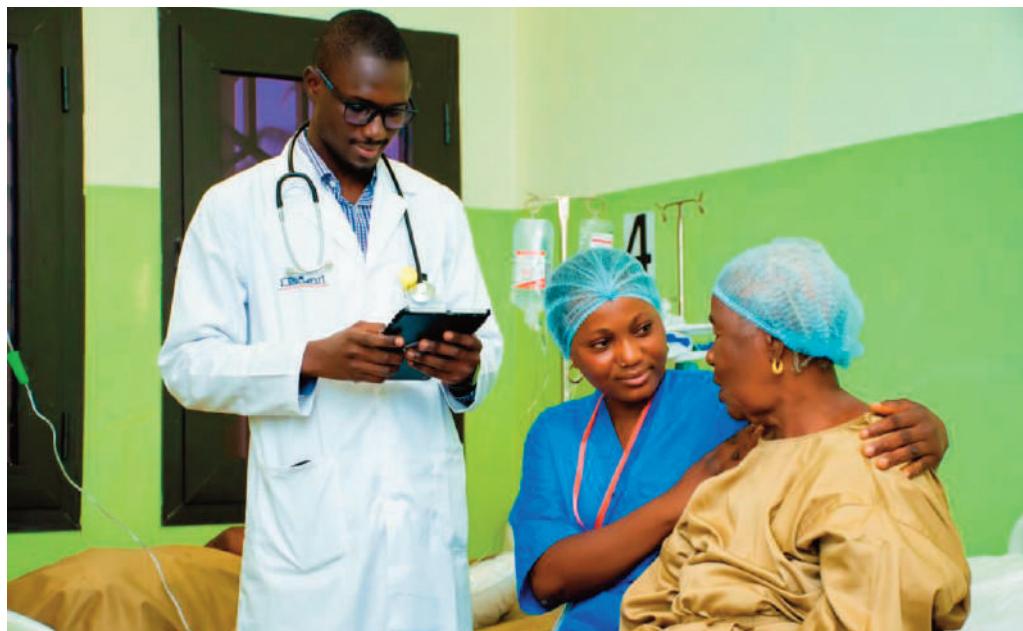
vernance efficace et durable. L'an trois du projet de concession de l'Hôpital national Donka se fait certes avec des avancées concrètes dans la mise en exploitation de l'hôpital, mais aussi avec d'excellents résultats particulièrement par la mise sur pied de formations spécifiques du personnel des blocs opératoires, des salles de réveil, de la stérilisation, des soins intensifs, de l'Onco-pédiatrie et des urgences : secteurs stratégiques et névralgiques d'un hôpital.

Abdou Rahman DABO

Réduction drastique des évacuations sanitaires

Ces réalisations témoignent de l'engagement du gouvernement à travers le ministère de la Santé et de l'Hygiène publique à offrir des soins de qualité et à répondre aux besoins de santé de la population guinéenne.

Elles permettent aussi la réduction drastique des évacuations sanitaires qui coûtent chères aux contribuables et à l'État. Certes, il y a encore du chemin à faire, mais la voie est désormais tracée pour continuer à améliorer les services de santé, en s'appuyant sur des réformes durables et une vision stratégique pour l'avenir. C'est dire que la refondation du système de santé guinéen prônée par le Président de la République, le Général Mamadi Doumbouya et son Gouvernement, qui se matérialise au Chu Donka avec l'expertise de la Concession Canadienne.



COUP D'ETAT MANQUE AU BENIN

Les loyalistes maîtrisent les putschistes

Le dimanche 7 novembre 2025, le Bénin a failli revivre la sombre période qu'il a connu dans les 10 premières années de son indépendance. En effet, un coup d'Etat a été déjoué grâce à l'armée loyaliste et la force en attente de la Cedeao.

Le pays qui n'avait pas connu de coup d'Etat depuis 1972, au point d'être considéré comme l'un des pays les plus stables d'Afrique de l'Ouest, a été réveillé, le dimanche 7 septembre 2025, par des coups de fusil. Une tentative de putsch vite maîtrisée dans la même journée. En effet, depuis la conférence nationale des forces vives en 1990, le Bénin avait « opté pour une démocratie pluraliste et consensuelle. Cette démocratie a été une sorte de rempart contre toute forme de prise de pouvoir par les armes depuis plus d'une trentaine d'années », souligne le journaliste et enseignant en géopolitique, Francis Laloupo. Il était l'invité de TV5Monde le lundi 8 décembre 2025, lendemain de la tentative. Les soldats mutins, menés par le Lieutenant-colonel Pascal Tigri, accusaient le pouvoir du président Patrice Talon de « dégradations sécuritaire » et de « promotions injustes ». Selon le communiqué du Conseil des ministres du gouvernement béninois en date du 8 décembre 2025, revenant sur les faits, le Président Talon a indiqué que « le groupuscule de soldats ayant organisé la mutinerie, avait planifié de démettre de ses fonctions le président de la République, de soumettre les Institutions de la République et de remettre en cause l'ordre constitutionnel établi ». Leur modus operandi a consisté, dans un premier temps, à « neutraliser ou kidnapper certains officiers généraux et supérieurs de l'Armée ». Ensuite, ils se sont portés vers la Télévision nationale qu'ils ont contrôlée pendant un bout de temps, y faisant une déclaration, avant d'être délogés par les loyalistes. Il a fallu recourir à la force en attente de la Cedeao, particulièrement l'armée du Nigeria, pour appuyer les forces loyalistes et venir à bout des mutins.

Daouda MANE



ELECTION PRESIDENTIELLE EN GUINEE-BISSAU

Une symphonie inachevée

L'élection présidentielle en Guinée-Bissau s'est tenue le 23 novembre 2025. Des élections législatives anticipées ont été organisées le même jour. Mais elles se sont terminées en eau de boudin.



Une symphonie inachevée. Telle peut être qualifiée l'élection présidentielle bissau-guinéenne couplée à des législatives anticipées. Toutefois, le processus n'a pas abouti, alors que la campagne électorale et le vote s'étaient bien déroulés. En effet, à la grande surprise, trois jours après le scrutin, avant que les résultats ne soient prononcés, survint un coup d'Etat le 26 novembre exactement. Des coups éclatent, en fait, à proximité du Palais présidentiel. Vers midi, le président sortant, Embalo annonce Jeune Afrique qu'un coup d'Etat est en train de se produire à son encontre. Quelques heures plus tard, l'armée annonce prendre le pouvoir et suspendre le processus électoral. Selon l'opposant Domingo Simoes Pereira, des militaires ont tenté de prendre d'assaut le siège de la commission électorale pour la forcer à proclamer la victoire du président sortant, plutôt que de celle de Fernando Dias, qui aurait remporté le scrutin. Les candidats Umara Sissoco Embalo et

Fernando Dias da Costa, furent arrêtés et incarcérés par les militaires. Egalement le leader du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (Paigc), Domingos Simoes Pereira, dont la candidature fut invalidée par la Cour suprême. Il a été arrêté et détenu dans une base aérienne à Bissau. Faudrait-il rappeler que le Paigc avait décidé de soutenir da Costa. Le 27 novembre 2025, Umara Sissoco Embalo quitta Bissau pour Dakar, via un avion affrété par le gouvernement sénégalais, le 28 novembre, l'Union africaine et la Cedeao suspendent la Guinée-Bissau. Le 29 novembre, Embalo partit de Dakar pour Brazzaville (République du Congo). Il finit son périple au Maroc. Le 1er décembre, Dias obtint aussi un asile au Nigeria.

Au vu du fil des événements, cet arrêt du processus a été mal vécu par des Bissau-guinéens et démocrates africains. Des observateurs n'ont pas manqué de mots pour qualifier ce putsch : « *mascarade* », « *deal* »,

« *combine* » (Ousmane Sonko, Premier ministre sénégalais) « *cérémonial* » (dixit Goodluck Jonathan, membre de la mission d'observation du scrutin). En effet, la tête de la junte est considérée comme très proche de Embalo. C'est le cas du chef de la junte et chef d'état-major, Horta Inta-A Na Man. Idem pour Tomas Djassi, ancien chef d'état-major particulier du président, Dinis Incanha, porte-parole de la junte et qui a annoncé la prise du pouvoir, le Premier ministre Ilídio Vieira Té qui était directeur de campagne du candidat Embalo. Le 2 décembre, la commission électorale annonça être dans l'impossibilité de proclamer les résultats du fait de la « *confiscation du matériel électoral et des procès-verbaux par des hommes armés le jour du putsch* ». En réalité, malgré tout la mission de la Cedeao avec à la tête de la délégation le président Julius Mada Bio, les militaires n'ont pas cédé, donnant à l'élection présidentielle un goût inachevé.

Daouda MANE

ELECTION PRESIDENTIELLE EN COTE D'IVOIRE

Cet essor économique qui a facilité la victoire d'ADO

La présidentielle ivoirienne s'est tenue le 25 octobre 2025. Le président sortant, Alassane Dramane Ouattara (Ado) a remporté haut la main, au premier tour, avec un score de 89 % du vote.

Le président sortant, Alassane Dramane Ouattara a remporté ainsi son quatrième mandat dans un contexte d'invalidation des candidatures de figures marquantes de la vie politique ivoirienne telles que Laurent Gbagbo, Guillaume Soro, Tidjane Thiam, Charles Blé Goudé et Pascal Affi N'Guessan. Toutefois, il faut reconnaître que le président sortant a un bilan qui jouait en sa faveur, tant la Côte d'Ivoire a fait des pas de géant sous son magistère. Arrivé au pouvoir après une crise qui avait profondément plombé le développement du pays, l'économiste a su trouver les ressources nécessaires pour faire retrouver à la Côte d'Ivoire sa place d'antan.

Grâce à une vision claire et une audace qui le caractérisent, l'économie du pays décolle, tirant tous les autres secteurs. Les progrès en développement économique et humain ont positionné le pays comme acteur clé dans la Cedeao et sur le continent. Il n'y a qu'à faire un tour dans la capitale économique, Abidjan, pour s'en rendre compte : ponts, échangeurs et autres infrastructures structurantes meublent le décor faisant de la ville un hub industriel et commercial en Afrique de l'Ouest. En effet, Abidjan a connu une croissance et un développement impressionnant.

Leader de l'Union économique monétaire ouest-africaine (Uemoa) avec 40 % du Pib de l'union, la Côte d'Ivoire a fait preuve d'une progression notable dans l'Indice de développement humain (Idh) du Pnud (1ère en Afrique subsaharienne en termes de progression entre 2023 et 2024), devenant une véritable locomotive économique régionale en Afrique de l'Ouest. En octobre 2025, le pays a été classé, selon le journal français L'Observateur, par une étude du cabinet britannique Henley & Partners (qui évalue les pays et territoires sur la base de



13 indicateurs mesurant leur capacité à faire face aux chocs économiques et géopolitiques) au deuxième rang des pays les plus résilients de la Cedeao en matière de risque d'investissement (L'Observateur du 31 octobre 2025). En matière de Pib, la Côte d'Ivoire s'est hissée à la deuxième place de la Cedeao, derrière le Cap-Vert avec un Pib/hbt de 2.276,3 dollars US (environ 1,23 million de FCfa). (Cf. Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde, 2019).

En 2025, son économie affiche une forte croissance (projetée entre 6,2 et 6,7 % avec une moyenne de 6,4 % attendue pour 2026-

2030 ; des prévisions de stabilisation de l'inflation autour de 1 %, un déficit budgétaire contenu..., selon la Banque mondiale et le Fmi). Le gouvernement s'est doté d'un nouveau Plan national de développement (Pnd 2026-2030) qui vise à positionner la Côte d'Ivoire comme pays à revenu intermédiaire d'ici 2030, en renforçant la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté. C'est sur le gâteau, la Côte d'Ivoire vient de bénéficier d'un décaissement immédiat de 839,7 millions de dollars, soit 473 milliards de FCfa par le Fmi. (Sikafinance du 8 décembre 2025).

Daouda MANE



ELECTRICITE
DE GUINEE

UN SOUFFLE NOUVEAU DANS LA SOCIÉTÉ GUINÉENNE D'ÉLECTRICITÉ (EDG-SA)

El Hadj Gando BARRY
Directeur général,
d'EDG-SA



À la tête d'Électricité de Guinée (EDG SA), El Hadj Gando BARRY pilote une entreprise publique au cœur de la transformation économique et sociale du pays. EDG est en charge de la production, du transport et de la distribution de l'électricité, ainsi que de la conception et de l'exploitation des centrales électriques. Créeé il y a un quart de siècle, la société joue aujourd'hui un rôle central dans la vie quotidienne des Guinéens comme dans l'attractivité du territoire pour les investisseurs. Son directeur général revient sur les grands enjeux du secteur et sur les ambitions d'EDG.

Les défis énergétiques de la Guinée

La Guinée connaît une croissance rapide de la demande en électricité, estimée à près de 13% par an. Les besoins sont considérables, tant pour accompagner l'essor du secteur minier et industriel que pour améliorer l'accès à l'énergie des ménages, des services publics et des PME sur l'ensemble du territoire.

Les principaux défis restent l'extension et la modernisation du réseau, la sécurisation des approvisionnements en carburant et en consomables, ainsi que la réduction des pertes techniques et commerciales. À cela s'ajoutent l'impératif de fiabilité du service, la maîtrise des coûts et l'enjeu environnemental. À EDG, notre stratégie repose sur : modernisation, digitalisation et performance. Pour cela, EDG a redéployé ses priorités autour de trois axes majeurs :

- Le renforcement des infrastructures de production, de transport et de distribution, avec la réhabilitation des centrales existantes, l'installation de nouveaux postes et transformateurs, et l'extension des réseaux vers les grandes villes de l'intérieur comme Kankan, Labé, Boké, Boffa, Coyah, Forécariah ou Dubréka.



- L'amélioration de la qualité de service et de la relation client grâce à la digitalisation : généralisation des compteurs prépayés, développement du paiement mobile, mise en place de plateformes innovantes telles que EDG Alert, EDG Sentinel et EDG Express pour faciliter les réclamations, le suivi et les interventions.
- Le renforcement de la performance financière et organisationnelle pour assurer la viabilité à long terme de l'entreprise, via une meilleure maîtrise des pertes, la fiabilisation de la chaîne de facturation et de recouvrement, ainsi qu'une gouvernance orientée transparence et efficacité.

EDG s'est également engagée dans des campagnes de sensibilisation à l'efficacité énergétique, avec la désignation de « correspondant d'énergie » dans les administrations et les quartiers, et la promotion des éco-gestes ainsi que des "Ambassadeurs de proximité" dans les écoles et universités. L'objectif est clair : concilier accès universel à l'électricité et consommation responsable.

Le Programme SIMADOU 2040 : un projet structurant pour l'avenir

Le projet Simandou constitue un levier majeur pour le développement économique de la Guinée. Cette initiative minière et industrielle de portée mondiale s'appuie sur un corridor stratégique à l'Est du pays, dont la réussite dépend d'un approvisionnement électrique fiable, compétitif et durable.

EDG travaille en étroite coordination avec l'État et les partenaires du projet pour garantir une alimentation continue et sécurisée, en combinant l'hydroélectricité et des solutions solaires et thermiques hybrides. Ce dispositif s'inscrit dans la vision du Président Mamadi DOUMBOUYA, qui fait de l'énergie un catalyseur du développement minier, industriel et de la souveraineté énergétique nationale.

L'accès universel à l'électricité, une priorité stratégique

L'accès à l'électricité pour tous demeure l'une des priorités stratégiques d'EDG. Concrètement, cela se traduit par :

- L'extension des réseaux dans les centres urbains et les grandes villes de l'intérieur.
- Le déploiement de projets solaires dans plusieurs localités rurales, en complément de l'hydroélectricité et des centrales thermiques.
- La généralisation progressive des compteurs prépayés, avec l'ambition qu'à l'horizon 2030, 90% des clients en soient équipés, afin de mieux maîtriser la consommation et sécuriser les paiements.

Ces initiatives s'alignent sur les objectifs nationaux et internationaux d'accès universel à l'électricité et de développement durable, et sur la volonté de faire d'EDG une entreprise moderne, compétitive et au service de l'intérêt général.

Un message aux investisseurs, partenaires africains et internationaux

Aux lecteurs de LA DÉPÈCHE DIPLOMATIQUE à travers le monde, nous vous adressons un message de confiance et d'ouverture. La Guinée est engagée dans une profonde dynamique de transformation économique, appuyée par un fort potentiel hydroélectrique, une volonté politique affirmée et un capital humain en progression.

EDG modernise ses infrastructures, digitalise ses services et porte des projets innovants. Dans ce contexte, l'entreprise a besoin de partenaires solides pour accélérer cette dynamique. Les opportunités d'investissement sont nombreuses dans :

- Le développement des énergies renouvelables (hydroélectricité, solaire, solutions hybrides).
- Les solutions digitales pour l'énergie (smart metering, plateformes de services, systèmes d'information et d'autres).
- Les équipements et services liés à la modernisation et à la sécurisation des réseaux.

Avec l'appui du Gouvernement guinéen et l'engagement d'EDG, les conditions sont réunies pour bâtir des partenariats durables, créateurs de valeur et de richesses, fondés sur le principe du gagnant-gagnant et au service du développement économique et social de la Guinée.

POUR FAIRE FACE AUX ENJEUX, MIEUX S'ADAPTER ET GARANTIR LA PÉRENNITÉ DU GROUPE,

notre stratégie reste la quête permanente de la satisfaction de nos clients sur la base des axes suivants :



La minimisation de l'**impact** de nos activités sur l'**environnement** ;



L'amélioration permanente des **compétences** et des **connaissances** du personnel par des actions de formation et de mise à niveau, aux technologies.



Le respect des **délais de réalisation** d'ouvrages de qualité ;



La préservation de l'**intégrité** de nos **employés** face aux risques sur la santé et la sécurité ;

1970

Le Groupe CSE est l'un des leaders et la référence incontestée du BTP au Sénégal et dans la sous-région ouest africaine.



Grâce à une politique rigoureuse sur la qualité et à des valeurs sociétales ancrées mettant l'Humain au cœur de ses activités, le **Groupe CSE** a su démontrer le **génie africain** dans différents domaines d'activités.

Les **4500 Hommes** et les **Femmes** de **CSE** sont notre meilleur atout pour assurer une croissance juste et partagée.

**Votre Avenir est
Notre Présent !**